

ORDONNANCE N° 2023/001 DU 02 JUN 2023

Modifiant et complétant certaines dispositions de la loi n° 2022/020 du 27 décembre 2022 portant loi de finances de la République du Cameroun pour l'exercice 2023.

LE PRESIDENT DE LA REPUBLIQUE,

- Vu** la Constitution ;
- Vu** la loi n° 2018/012 du 11 juillet 2018 portant régime financier de l'Etat et des autres entités publiques ;
- Vu** la loi n° 2022/020 du 27 décembre 2022 portant loi de finances de la République du Cameroun pour l'exercice 2023 ;
- Vu** le décret n° 2011/408 du 09 décembre 2011 portant organisation du Gouvernement, modifié et complété par le décret n° 2018/190 du 02 mars 2018,

ORDONNE :

ARTICLE 1^{er}.- Les dispositions des articles quarante-septième, soixante-cinquième, soixante-sixième, soixante-septième, soixante-huitième, soixante-neuvième, soixante-dixième, soixante-onzième, soixante-treizième, soixante-seizième, soixante-dix-septième et soixante-dix-huitième de la loi du 27 décembre 2022 susvisée, sont modifiées et complétées qu'il suit :

« PREMIÈRE PARTIE
CONDITIONS GÉNÉRALES DE L'ÉQUILIBRE BUDGÉTAIRE ET
FINANCIER

TITRE DEUXIÈME
DISPOSITIONS RELATIVES AUX RESSOURCES

CHAPITRE QUATRIÈME
AFFECTATION DES RECETTES

SECTION I
COMPTES D'AFFECTATION SPÉCIALE

ARTICLE QUARANTE -SEPTIEME (nouveau).- Le plafond des ressources destinées à approvisionner le Fonds pour le Financement de la Reconstruction des Zones reconnues Economiquement Sinistrées des Régions de l'Extrême-Nord, du Nord-Ouest et du Sud-Ouest est fixé à F.CFA **vingt-neuf milliards cent-trente-un millions (29 131 000 000)** pour l'exercice 2023.

TITRE TROISIÈME
DISPOSITIONS RELATIVES A L'ÉQUILIBRE DES RESSOURCES ET DES
CHARGES DU BUDGET DE L'ÉTAT

ARTICLE SOIXANTE-CINQUIÈME (nouveau).- Le budget de l'État pour l'exercice 2023 s'équilibre en ressources et en emplois à **F.CFA 6 726 931 000 000** dont **F.CFA 6 642 500 000 000** au titre du budget général et **F.CFA 84 431 000 000** pour les Comptes d'Affectation Spéciale.

CHAPITRE PREMIER
ÉVALUATION DES RESSOURCES

ARTICLE SOIXANTE-SIXIÈME (nouveau).- Les produits et revenus applicables au budget général de la République du Cameroun pour l'exercice 2023 sont évalués à **F.CFA 6 642 500 000 000** et se décomposent de la manière suivante, par nature de recettes :

(Unité : millions FCFA)

COMPTES	LIBELLE	2022	2023 VOTÉ	AJUSTEMENT	2023 MODIFIÉ
	A-RECETTES	4 243 200	4 676 500	104 000	4 780 500
	TITRE I - RECETTES FISCALES	3 148 700	3 709 100	106 600	3 815 700
711	IMPOTS SUR LES REVENUS, LES BENEFICES ET LES GAINS EN CAPITAL	734 790	838 600	91 300	929 900
712	IMPOTS SUR LES SALAIRES VERSES ET AUTRES REMUNERATIONS	167 000	295 000	27 000	322 000
713	IMPOTS SUR LE PATRIMOINE	22 330	20 800	5 300	26 100
714	IMPOTS ET TAXES INTERIEURS SUR LES BIENS ET SERVICES	1 754 661	1 977 679	-3 146	1 974 532
715	IMPOTS SUR LE COMMERCE EXTERIEUR ET LES TRANSACTIONS INTERNATIONALES	392 419	480 521	-13 854	466 668
716	AUTRES TAXES ET IMPÔTS SUR LES BIENS ET SERVICES	12 000	14 500		14 500
719	AUTRES RECETTES FISCALES	65 500	82 000		82 000
	TITRE II - DONS, FONDS DE CONCOURS ET LEGS	142 300	91 000	10 000	101 000
741	DONS DES INSTITUTIONS INTERNATIONALES	26 558	35 400	10 000	45 400
742	DONS DES ADMINISTRATIONS PUBLIQUES ETRAGERES	115 742	55 600		55 600
	TITRE III - CONTISATIONS SOCIALES	60 000	60 000	0	60 000
725	COTISATION DE SECURITE SOCIALE	60 000	60 000		60 000
	TITRE IV - AUTRES RECETTES	892 200	816 400	-12 600	803 800
721	REVENUS DE LA PROPRIETE ET DU DOMAINE DE L'ETAT AUTRES QUE LES INTERETS	710 713	716 314	-31 500	684 814
722	DROITS ET FRAIS ADMINISTRATIFS	24 231	25 226	2 900	28 126
723	AMENDES, PENALITES ET CONDAMNATIONS PECUNIAIRES	3 290	9 447		9 447
729	AUTRES RECETTES NON FISCALES	31 638	15 137		15 137
752	RESTITUTIONS AU TRESOR DES SOMMES INDUMENT PAYEES	608	426		426
754	PRODUIT DES CESSION D'IMMOBILISATIONS	10 282	282		282

(Unité : millions FCFA)

COMPTES	LIBELLE	2022	2023 VOTÉ	AJUSTEMENT	2023 MODIFIÉ
759	AUTRES RECETTES EXCEPTIONNELLES	90 080	35 116		35 116
771	INTERETS DES PRETS	1 040	49		49
772	INTERETS SUR LES DEPOTS A TERME	5 686	726		726
774	INTERETS SUR LES TITRES DE PLACEMENT	231	231		231
775	GAINS DE DETENTATION SUR ACTIF FINANCIER	13 855	12 900	16 000	28 900
776	GAINS DE CHANGE	253	253		253
779	AUTRES PRODUITS FINANCIERS	293	293		293
					0
	B – EMPRUNTS ET COMPTES DE TRESORERIE	1 749 500	1 598 300	263 700	1 862 000
141	ONBLIGATIONS DU TRESOR	350 000	450 000		450 000
151	EMPRUNTS PROJETS MULTILATERAUX	244 775	313 271		313 271
152	EMPRUNTS PROJETS AUPRES DES GOUVERNEMENTS AFFILIES AU CLUB DE PARIS	85 894	16 930		16 930
153	EMPRUNTS PROJETS INITIAUX AUPRES DES GOUVERNEMENTS NON AFFILIES AU CLUB DE PARIS	43 333	267 557		267 557
155	EMPRUNTS PROJETS AUPRES DES ORGANISMES PRIVES EXTERIEURS	372 497	197 542		197 542
161	EMPRUNTS PROGRAMMES MULTILATERAUX	268 000	254 300	-16 300	238 000
162	EMPRUNTS PROGRAMMES INITIAUX AUPRES DES GOUVERNEMENTS AFFILIES AU CLUB DE PARIS	45 000	27 000		27 000
175	AUTRES EMPRUNTS INITIAUX AUPRES DES ORGANISMES PRIVES EXTERIEURS	0	0	200 000	200 000
176	AUTRES EMPRUNTS INITIAUX A L'INTERIEUR- ADMINISTRATIONS PUBLIQUES	340 000	71 700		71 700
517	OR ET DTS	0	0	80 000	80 000
	TOTAL GENERAL DES RESSOURCES DE L'ETAT (A+B)	5 992 700	6 274 800	367 700	6 642 500
	C. PRELEVEMENTS SUR LES RECETTES DE L'ETAT	15 000	0		
	PRELEVEMENT AU PROFIT DU FONDS SPECIAL DE SOLIDARITE POUR LA LUTTE CONTRE LE CORONAVIRUS ET SES REPERCUSSIONS ECONOMIQUE ET SOCIALE	15 000	0		0
	TOTAL DES RESSOURCES DU BUDGET GENERAL DE L'ETAT (A+B-C)	5 977 700	6 274 800	367 700	6 642 500

PRESIDENCE DE LA REPUBLIQUE
 PRESIDENCY OF THE REPUBLIC
 SECRETARIAT GENERAL
 SERVICE DU FICHIER LEGISLATIF ET REGLEMENTAIRE
 LEGISLATIVE AND STATUTORY AFFAIRS CARD INDEX SERVICE
 COPIE CERTIFIEE CONFORME
 CERTIFIED TRUE COPY

ARTICLE SOIXANTE-SEPTIÈME (nouveau).- Les ressources des Comptes d'Affectation Spéciale pour l'exercice 2023 sont évaluées à **FCFA 84 431 000 000** et se décomposent de la manière suivante par nature de recettes :

N°	LIBELLE DE LA RECETTE	2022	2023 VOTÉ	AJUSTEMENT	2023 MODIFIÉ
	FONDS DE DEVELOPPEMENT DU SECTEUR DE L'ELECTRICITE	13 000 000 000	15 000 000 000		15 000 000 000
1	La quote-part de la redevance d'eau ou droits d'eau	0	2 000 000 000		2 000 000 000
2	La quote-part des amendes et pénalités collectées au titre de la loi n°2011/022 du 14 décembre 2011 régissant le secteur de l'électricité	2 000 000 000	2 500 000 000		2 500 000 000
3	La quote-part des dividendes de l'Etat au titre de ses prises de participation dans les entreprises du secteur de l'électricité tel que fixée par la loi de finances de l'Etat	500 000 000	2 000 000 000		2 000 000 000
4	La quote-part des droits d'entrée ou de renouvellement des titres des opérateurs du secteur de l'électricité	0	150 000 000		150 000 000
5	La quote-part du produit de la vente de l'électricité de la centrale hydroélectrique de Memve'e	2 500 000 000	1 000 000 000		1 000 000 000
6	Les contributions annuelles des opérateurs titulaires d'un titre de concession ou de licence dans le secteur de l'électricité à hauteur de 1% de leur chiffre d'affaires annuel hors taxe, l'assiette de calcul du chiffre d'affaires étant pour les producteurs à des fins industrielles, exclusivement limitée à l'activité relevant du secteur de l'électricité	5 000 000 000	6 500 000 000		6 500 000 000
7	Les ressources du budget de l'Etat au titre de sa contribution ou de sa participation aux opérations de structuration juridique et financière des projets du secteur de l'électricité	0	50 000 000		50 000 000
8	Reports (solde à reporter)	3 000 000 000	800 000 000		800 000 000
	DEVELOPPEMENT DU SECTEUR POSTAL	1 000 000 000	900 000 000		900 000 000
1	Autre prélèvement sur les opérateurs publics et privés au titre du financement des missions de service public	718 000 000	570 000 000		570 000 000
2	Prélèvements au titre de l'exercice par les opérateurs privés des activités concédées, conformément aux dispositions de la loi régissant l'activité postale	202 000 000	180 000 000		180 000 000
3	Reports (solde à reporter)	80 000 000	150 000 000		150 000 000
	FONDS SPECIAL POUR LA SECURITE ELECTRONIQUE	1 000 000 000	1 000 000 000		1 000 000 000
1	Contributions annuelles des autorités de certification accréditées, les auditeurs de sécurité, les éditeurs de logiciels de sécurité et les autres prestataires de services de sécurité agréés, à hauteur de 1,5 % de leur chiffre d'affaires hors taxes	5 000 000	1 000 000		1 000 000
2	Redevance d'utilisation des adresses, des préfixes et des numéros téléphoniques	700 000 000	710 000 000		710 000 000
3	Reports (solde à reporter)	295 000 000	289 000 000		289 000 000

PRESIDENCE DE LA REPUBLIQUE
 PRESIDENCY OF THE REPUBLIC
 SECRETARIAT GENERAL
 SERVICE DU FICHIER LEGISLATIF ET REGLEMENTAIRE
 LEGISLATIVE AND STATUTORY AFFAIRS CARD INDEX SERVICE
 COPIE CERTIFIEE CONFORME
 CERTIFIED TRUE COPY

N°	LIBELLE DE LA RECETTE	2022	2023 VOTÉ	AJUSTEMENT	2023 MODIFIÉ
	FONDS SPECIAL DEVELOPPEMENT DES TELECOMMUNICATIONS	25 000 000 000	25 000 000 000		25 000 000 000
1	50% de l'exercice budgétaire constaté à la fin de l'exercice sur les opérations de l'Agence de Régulation des Télécommunications	0	500 000 000		500 000 000
2	Quote-part des contributions annuelles des opérateurs et exploitants de services des communications électroniques, à hauteur de 3 % de leur chiffre d'affaires hors taxes	13 000 000 000	13 000 000 000		13 000 000 000
3	Reports (solde à reporter)	12 000 000 000	11 500 000 000		11 500 000 000
	SOUTIEN DE LA POLITIQUE CULTURELLE	500 000 000	500 000 000		500 000 000
1	Contribution des services rattachés au Ministère en charge des arts et de la culture	20 000 000	20 000 000		20 000 000
2	Contributions des organismes de gestion collective à la promotion de la politique culturelle	60 000 000	80 000 000		80 000 000
3	Doits d'exploitation des activités liées à la cinématographie	5 000 000	94 000 000		94 000 000
4	Doits d'exploitation du patrimoine culturel	203 000 000	13 000 000		13 000 000
5	Doits issus de l'activités des spectacles	100 000 000	30 000 000		30 000 000
6	Droits d'exploitation des activités du livre et de la lecture	2 000 000	3 000 000		3 000 000
7	Redevances versées au titre de la représentation ou de fixation du folklore	50 000 000	100 000 000		100 000 000
8	Rémunération pour copie privée des phonogrammes, vidéogrammes et œuvres imprimées	0	140 000 000		140 000 000
9	Reports (solde à reporter)	30 000 000	0		0
10	Revenus de la location des centres culturels, des salles et des cars podium	30 000 000	20 000 000		20 000 000
	FINANCEMENT DES PROJETS DE DEVELOPPEMENT DURABLE EN MATIERE D'EAU ET ASSAINISSEMENT	700 000 000	900 000 000		900 000 000
2	Amendes et transactions	50 000 000	50 000 000		50 000 000
3	Autres Recettes Non Réparties	0	220 000 000		220 000 000
4	Redevance de prélèvement des eaux	270 000 000	250 000 000		250 000 000
5	Reports (solde à reporter)	150 000 000	130 000 000		130 000 000
6	taxe d'assainissement	230 000 000	250 000 000		250 000 000
7					
8	FONDS NATIONAL DE L'ENVIRONNEMENT ET DU DEVELOPPEMENT DURABLE	1 500 000 000	2 000 000 000		2 000 000 000
9	Frais d'accès aux ressources génétiques	10 000 000	2 000 000		2 000 000
10	Frais de délivrance des manifestes de traçabilité des déchets	50 000 000	50 000 000		50 000 000
11	Frais de Visas techniques	50 000 000	543 000 000		543 000 000
12	Frais d'examen des dossiers d'agrément des bureaux d'Etudes aux Etudes d'impact Environnemental et social et Audits Environnementaux	2 000 000	2 000 000		2 000 000
13	Frais d'examen des dossiers de permis environnemental	50 000 000	35 000 000		35 000 000

PRESIDENCE DE LA REPUBLIQUE
 PRESIDENCY OF THE REPUBLIC
 SECRETARIAT GENERAL
 SERVICE DU FICHER LEGISLATIF ET REGLEMENTAIRE
 LEGISLATIVE AND STATUTORY AFFAIRS CARD INDEX SERVICE
 COPIE CERTIFIEE CONFORME
 CERTIFIED TRUE COPY

N°	LIBELLE DE LA RECETTE	2022	2023 VOTÉ	AJUSTEMENT	2023 MODIFIÉ
14	Frais d'examen des rapports d'Etudes d'impact Environnemental et social et Audits Environnementaux	500 000 000	400 000 000		400 000 000
15	Frais d'examen des termes de références relatifs aux Etudes d'impact Environnemental et social et Audits Environnementaux	400 000 000	350 000 000		350 000 000
16	Produit des amendes de transaction telle que prévue par la loi cadre relative à la gestion de l'environnement	318 000 000	318 000 000		318 000 000
17	Reports (solde à reporter)	120 000 000	300 000 000		300 000 000
	DEVELOPPEMENT FORESTIER	2 500 000 000	2 500 000 000		2 500 000 000
1	Autorisations d'ouverture des parcs de rupture	200 000 000	180 000 000		180 000 000
2	Certificats d'Enregistrement en Qualité de Transformateur de Bois (CEQTB)	5 000 000	3 000 000		3 000 000
3	Certificats d'Enregistrement en Qualité d'Exportateur de Bois (CEQEB)	35 000 000	37 000 000		37 000 000
4	Frais d'attribution et de renouvellement des Permis Annuels d'Exploitation (PAO)	30 000 000	30 000 000		30 000 000
5	Frais d'attribution et renouvellement des Certificats Annuels d'Exploitation (CAO)	40 000 000	30 000 000		30 000 000
6	Frais de délivrance de l'attestation de matérialisation des limites	5 000 000	2 000 000		2 000 000
7	Frais de délivrance du certificat d'origine	5 000 000	2 000 000		2 000 000
8	Frais de délivrance pour l'attestation de conformité du plan de sondage	5 000 000	2 000 000		2 000 000
9	Frais de demande d'approbation des plans d'aménagement	13 000 000	13 000 000		13 000 000
10	Frais de dossier pour l'attribution des agréments	12 000 000	10 000 000		10 000 000
11	Frais de dossier pour l'attribution des concessions forestières	16 000 000	0		0
12	Frais de dossier pour l'attribution des ventes de coupes	30 000 000	15 000 000		15 000 000
13	Frais de dossier pour l'exploitation des produits spéciaux	15 000 000	0		0
14	Permis Cites	200 000 000	170 000 000		170 000 000
15	Permis d'exploitation pour les produits spéciaux	8 000 000	10 000 000		10 000 000
16	Quote-part des recettes provenant des amendes, transactions, dommages-intérêts, ventes aux enchères publiques ou de gré à gré des produits et objets saisis	350 000 000	500 000 000		500 000 000
17	Reports (solde à reporter)	250 000 000	700 000 000		700 000 000
18	Ressources de la vente des documents sécurisés issues de la contribution des opérateurs conformément aux dispositions réglementaires dont le coût unitaire est de FCFA 100 000	1 281 000 000	796 000 000		796 000 000
	FONDS SPECIAL DE PROTECTION DE LA FAUNE	500 000 000	500 000 000		500 000 000
1	Droits d'affermages	100 000 000	100 000 000		100 000 000
2	Droits de licence de "gamefarming" et "gameranching"	5 000 000	5 000 000		5 000 000
3	Droits de licence de guide chasse	0	13 000 000		13 000 000
4	Droits de permis de capture des animaux sauvages	0	1 000 000		1 000 000
5	Droits de permis de petite chasse	3 000 000	2 000 000		2 000 000

N°	LIBELLE DE LA RECETTE	2022	2023 VOTÉ	AJUSTEMENT	2023 MODIFIÉ
6	Droits de permis de recherche à but scientifique	3 000 000	3 000 000		3 000 000
7	Droits de permis et licences de chasse	9 000 000	14 000 000		14 000 000
8	Droits d'entrée dans les aires protégées	20 000 000	30 000 000		30 000 000
9	Frais de dossier d'autorisation de survol à But Scientifique	5 000 000	5 000 000		5 000 000
10	Frais de dossier pour l'attribution des agréments à une activité d'exploitation de la Faune et des aires protégées	5 000 000	5 000 000		5 000 000
11	Frais de dossier pour l'attribution des zones de chasse	5 000 000	5 000 000		5 000 000
12	Frais de dossier pour l'attribution et l'Exploitation des Pans de Tir et Plans de Tir Additionnels	10 000 000	10 000 000		10 000 000
13	Frais de dossier pour l'attribution, le renouvellement ou le transfert d'un titre d'exploitation de la Faune ou des aires protégés	5 000 000	5 000 000		5 000 000
14	Frais de dossier pour l'autorisation d'embarcation marine et sous-marine à But Cinématographique	5 000 000	5 000 000		5 000 000
15	Frais de dossier pour l'autorisation d'embarcation marine et sous-marine à But Scientifique	5 000 000	5 000 000		5 000 000
16	Frais d'examen des Plans de Sondage des inventaires Fauniques des ZIC, ZICGC et Game-Farming	5 000 000	5 000 000		5 000 000
17	Frais d'examen des Rapports d'Inventaires des Inventaires Fauniques des Zic, ZICGC et Game-Farming	25 000 000	20 000 000		20 000 000
18	Frais d'Exploitation des Infrastructures et Equipements dans les Aires Protégés et Jardins Zoologiques	5 000 000	5 000 000		5 000 000
19	Frais pour demande d'Examen des Plans de Gestion des ZIC, ZICGC et Game-Farming, Jardin Zoologiques Privés	5 000 000	5 000 000		5 000 000
20	Les Certificats d'Enregistrement en Qualité de Transformateur des Produits Fauniques	5 000 000	5 000 000		5 000 000
21	Les certificats d'Enregistrement en Qualité d'Exportateur des Produits Fauniques	5 000 000	5 000 000		5 000 000
22	Produit des amendes, transaction, dommages-intérêts, ventes aux enchères publiques ou gré à gré des produits et objets divers saisis	45 000 000	45 000 000		45 000 000
23	Reports (solde à reporter)	117 000 000	78 000 000		78 000 000
24	Ressources de la vente des documents sécurisés de Transport des produits Fauniques	30 000 000	30 000 000		30 000 000
25	Subventions, contributions, dons et legs de toute personne physique ou morale	0	20 000 000		20 000 000
26	Taxe d'abatage	70 000 000	70 000 000		70 000 000
27	Taxe de détention	0	1 000 000		1 000 000
28	Taxe d'exploitation	8 000 000	3 000 000		3 000 000
	PRODUCTION DES DOCUMENTS SECURISES DE TRANSPORT	6 000 000 000	6 000 000 000		6 000 000 000
1	Agrément de gestionnaire de terminal de transport routier interurbain	0	1 500 000		1 500 000
2	Agrément de gestionnaire de voyage dans un terminal de transports routier interurbain	0	1 500 000		1 500 000
3	Agrément de groupeur et de dégroupier de marchandise	0	1 500 000		1 500 000

N°	LIBELLE DE LA RECETTE	2022	2023 VOTÉ	AJUSTEMENT	2023 MODIFIÉ
4	Agrément des établissements de formation à la conduite automobile	0	1 500 000		1 500 000
5	Agréments aux professions de transporteur routier et d'auxiliaire des transports routiers	51 500 000	60 000 000		60 000 000
6	Agréments aux professions de transporteurs maritime et para-maritime	0	100 000 000		100 000 000
7	Autorisations provisoires	0	3 000 000		3 000 000
8	Cartes de transport public routier (cartes bleues)	650 000 000	656 000 000		656 000 000
9	Cartes d'identité des marins	3 500 000	0		
10	Certificats de capacité	33 500 000	54 500 000		54 500 000
11	Certificats des capacités des pirogues motorisées	0	5 000 000		5 000 000
12	Certificats des capacités des remorqueurs	0	3 000 000		3 000 000
13	Certificats d'immatriculation des véhicules (cartes grises)	3 000 000 000	3 000 000 000		3 000 000 000
14	Licences de transport	75 000 000	100 000 000		100 000 000
15	Livret maritime temporaire	0	3 000 000		3 000 000
16	Livrets professionnels maritimes	550 000	2 500 000		2 500 000
17	Permis de conduire des bateaux de plaisance	0	2 000 000		2 000 000
18	Permis de conduire national et international	1 200 000 000	1 300 000 000		1 300 000 000
19	Permis de navigation	0	5 000 000		5 000 000
20	Reports (solde à reporter)	985 950 000	500 000 000		500 000 000
21	Visites de sécurité	0	200 000 000		200 000 000
	SOUTIEN ET DEVELOPPEMENT DES ACTIVITES DE TOURISME ET DE LOISIRS	1 000 000 000	1 000 000 000		1 000 000 000
1	Amendes et transactions	80 000 000	90 000 000		90 000 000
2	Concession à des personnes physiques ou morales des sites touristiques classés	0	5 000 000		5 000 000
3	Frais de dossiers en vue de l'obtention des concessions touristiques	0	25 000 000		25 000 000
4	Les frais de dépôt de dossier de demande de construction, renouvellement, extension, d'agrément, d'exploitation des établissements de tourisme et des loisirs	0	100 000 000		100 000 000
5	Location des établissements hôteliers construits sur capitaux publics et donnés en gérance libre à des personnes physiques ou morales nationales ou étrangères	350 000 000	180 000 000		180 000 000
6	Quote-part des recettes provenant des droits d'accès dans les parcs nationaux et les réserves de faunes	0	5 000 000		5 000 000
7	Quote-part du produit de la taxe de séjour	500 000 000	500 000 000		500 000 000
8	Redevance liée aux panonceaux	20 000 000	35 000 000		35 000 000
9	Redevance perçue lors de la délivrance des autorisations de construction et d'ouverture d'établissement hôteliers	15 000 000	30 000 000		30 000 000
10	Reports (solde à reporter)	35 000 000	30 000 000		30 000 000
	FONDS SPECIAL DE SOLIDARITE NATIONALE POUR LA LUTTE CONTRE LE CORONAVIRUS ET SES REPERCUSSIONS ECONOMIQUE ET SOCIALE	50 000 000 000			

PRESIDENCE DE LA REPUBLIQUE
 PRESIDENCY OF THE REPUBLIC
 SECRETARIAT GENERAL
 SERVICE DU NOMBRE LEGISLATIF ET REGLEMENTAIRE
 LEGISLATIVE AND STATUTORY AFFAIRS CARD INDEX SERVICE
 COPIE CERTIFIEE CONFORME
 CERTIFIED TRUE COPY

N°	LIBELLE DE LA RECETTE	2022	2023 VOTÉ	AJUSTEMENT	2023 MODIFIÉ
1	Fonds de concours				
	Banque Mondiale (BM)	35 000 000 000			0
2	Versements du budget général	15 000 000 000			0
	FONDS SPECIAL POUR LE FINANCEMENT DE LA RECONSTRUCTION ET LE DEVELOPPEMENT DES REGIONS DE L'EXTREME NORD, DU NORD-OUEST ET DU SUD-OUEST		15 000 000 000	14 131 000 000	29 131 000 000
1	Report		0	8 600 000 000	8 600 000 000
2	Subvention du budget général		15 000 000 000		15 000 000 000
3	Fonds de Concours		0	5 531 000 000	5 531 000 000
	JAPON			1 300 000 000	1 300 000 000
	BID			4 231 000 000	4 231 000 000
	TOTAL DES RECETTES DES CAS	102 700 000 000	70 300 000 000	14131 000 000	84 431 000 000

CHAPITRE DEUXIÈME
ÉVALUATION DES CHARGES DU BUDGET DE L'ÉTAT

ARTICLE SOIXANTE-HUITIÈME (nouveau). - Les charges du budget général de la République du Cameroun pour l'exercice 2023 sont évaluées à **FCFA 6 642 500 000 000** et ventilées par nature économique ainsi qu'il suit :

(Unité: milliers FCFA)

CODE	LIBELLE	VOTE 2023	AJUSTEMENT 2023	MODIFIÉ 2023
	DEPENSES COURANTES	4 888 050 000	395 200 000	5 283 250 000
Titre 1	Les Charges Financières de la Dette	1 654 641 500	308 200 000	1 962 841 500
14	TITRES PUBLICS A PLUS D'UN AN	239 398 500	0	239 398 500
141	Obligation du Trésor	239 398 500	0	239 398 500
15	EMPRUNTS PROJETS	673 106 000	0	673 106 000
151	Emprunts projets multilatéraux	138 304 000	0	138 304 000
152	Emprunts projets auprès des gouvernements affiliés au Club de Paris	166 474 000	0	166 474 000
153	Emprunts projets initiaux auprès des gouvernements non affiliés au Club de Paris	268 120 000	0	268 120 000
155	Emprunts projets auprès des organismes privés extérieurs	100 208 000	0	100 208 000
17	Autres Emprunts	428 237 000	299 200 000	727 437 000
177	Autres emprunts initiaux auprès des institutions et administrations	428 237 000	299 200 000	727 437 000
67	Charges Financières de la Dette	313 900 000	9 000 000	322 900 000
671	Intérêts et Frais Financiers sur la Dette	313 900 000	9 000 000	322 900 000
Titre 2	Les Dépenses de Personnel	1 256 225 500	55 500 000	1 311 725 500
66	Charges de personnel	1 256 225 500	55 500 000	1 311 725 500
661	Traitements bruts du personnel sous statut particulier de la fonction publique	1 184 526 048	55 500 000	1 240 026 048
663	Traitement brut du personnel à solde globale	5 223 358	0	5 223 358

PRESIDENCE DE LA REPUBLIQUE
PRESIDENCY OF THE REPUBLIC
SECRETARIAT GENERAL
SERVICE DU FICHER LEGISLATIF ET REGLEMENTAIRE
LEGISLATIVE AND STATUTORY AFFAIRS CAFO/INDEF/SERVICE
COPIE CERTIFIEE CONFORME

(Unité: milliers FCFA)

CODE	LIBELLE	VOTE 2023	AJUSTEMENT 2023	MODIFIE 2023
665	Primes, gratifications et autres indemnités hors solde	86 762	0	86 762
666	Rémunérations du personnel hors solde	19 661 407	0	19 661 407
669	Autres dépenses de personnel	46 727 925	0	46 727 925
Titre 3	Les Dépenses de Biens et Services	1 039 501 001	-98 300 000	941 201 001
60	Achats de Biens	303 734 555	-11 850 393	291 884 162
601	Matières, matériels et fournitures	92 225 006	-5 066 503	87 158 503
605	Eau, électricité, gaz et autres sources d'énergie	70 103 882	-3 295 268	66 808 614
606	Matériel et fournitures spécifiques	141 405 668	-3 488 622	137 917 046
61	Achat de Services	350 186 853	-37 696 785	312 490 068
611	Frais de transport et de mission	58 787 177	-3 801 461	54 985 716
612	Loyer	17 177 179	-25 679	17 151 500
613	Honoraires et études	41 028 615	0	41 028 615
614	Entretien et maintenance	26 967 232	-1 834 058	25 133 174
615	Assurances	2 754 415	-170 762	2 583 653
617	Frais de relations publiques-communication	61 063 045	-2 069 904	58 993 140
618	Frais de formation du personnel	25 306 141	-1 603 390	23 702 750
619	Autres acquisitions de services	117 103 049	-28 191 530	88 911 519
62	Autres Services (Remboursement des recettes Encaissées)	85 700 000	0	85 700 000
624	Impôts et taxes intérieurs sur les biens et services	84 000 000	0	84 000 000
625	Impôts sur le commerce extérieur et les transactions internationales	1 500 000	0	1 500 000
627	Recettes non fiscales	200 000	0	200 000
69	Dépenses Courantes à Ventiler	299 879 594	-48 752 822	251 126 771
690	Dépenses Courantes à Ventiler	299 879 594	-48 752 822	251 126 771
Titre 4	Les Dépenses de Transfert	935 635 999	129 800 000	1 065 435 999
63	Subventions	11 247 187	0	11 247 187
632	Subventions aux entreprises publiques	1 550 000	0	1 550 000
633	Subventions aux entreprises privées	5 846 000	0	5 846 000
639	Subventions a d'autres catégories de bénéficiaires	3 851 187	0	3 851 187
64	Transferts	924 388 812	129 800 000	1 054 188 812
641	Transferts aux établissements publics nationaux	159 766 940	0	159 766 940
642	Transferts aux Collectivités Territoriales Décentralisées	24 162 698	0	24 162 698
643	Transferts aux autres administrations publiques	159 000	0	159 000
645	Transferts aux ménages	386 142 000	125 300 000	511 442 000
646	Transferts aux autorités supra nationales et contributions aux organisations internationales	11 719 469	0	11 719 469
647	Transferts à d'autres budgets publics	51 190 000	0	51 190 000
648	Pensions de retraites des fonctionnaires et autres agents de l'Etat	259 296 000	0	259 296 000

(Unité: milliers FCFA)

CODE	LIBELLE	VOTE 2023	AJUSTEMENT 2023	MODIFIE 2023
649	Autres transferts	31 952 704	4 500 000	36 452 704
Titre 6	Autres Dépenses	2 046 000	0	2 046 000
65	Charges Exceptionnelles	2 046 000	0	2 046 000
659	Autres charges exceptionnelles	2 046 000	0	2 046 000
DEPENSES EN CAPITAL		1 386 750 000	-27 500 000	1 359 250 000
Titre 3	Les Dépenses de Biens et Services	29 639 284	-1 050 000	28 589 284
61	Achat de Services	29 639 284	-1 050 000	28 589 284
613	Honoraires et études	29 639 284	-1 050 000	28 589 284
Titre 4	Les Dépenses de Transfert	137 025 297	-571 000	136 454 297
64	Transferts	137 025 297	-571 000	136 454 297
641	Transferts aux établissements publics nationaux	21 853 892	-571 000	21 282 892
642	Transferts aux Collectivités Territoriales Décentralisées	115 111 405	0	115 111 405
643	Transferts aux autres administrations publiques	60 000	0	60 000
Titre 5	Les Dépenses d'Investissement	1 220 085 419	-25 879 000	1 194 206 419
21	Immobilisations Incorporelles	41 191 860	-1 850 000	39 341 860
211	Frais de recherche et de développement	37 604 860	-1 800 000	35 804 860
212	Brevets, marques de fabrique, droits d'auteur	34 800	0	34 800
213	Conception de systèmes d'organisation-Progiciels	3 537 200	-50 000	3 487 200
219	Autres Immobilisations incorporelles	15 000	0	15 000
22	Immobilisations Non Produites	44 323 797	-350 000	43 973 797
221	Terrains	39 601 295	-350 000	39 251 295
223	Plantations et forêts	1 472 502	0	1 472 502
224	Plan d'eau	3 250 000	0	3 250 000
23	Acquisitions, Constructions et Grosses Réparations des immeubles	978 572 170	-19 299 000	959 273 170
231	Bâtiments administratifs à usage de bureau	57 683 028	-6 530 000	51 153 028
232	Bâtiments administratifs à usage de logement (civils et militaires)	22 114 011	-1 500 000	20 614 011
233	Bâtiments administratifs à usage technique	35 495 509	-825 000	34 670 509
234	Ouvrages	291 900 281	-1 450 000	290 450 281
235	Infrastructures	570 876 982	-8 994 000	561 882 982
236	Réseaux informatiques	502 359	0	502 359
24	Acquisitions, Constructions et Grosses Réparations du Matériel et mobilier	133 120 517	-2 880 000	130 240 517
241	Mobilier et matériel de logement et de bureau	45 355 138	-900 000	44 455 138
242	Matériel Informatique de bureau	5 875 697	-300 000	5 575 697
243	Matériel de transport	12 631 687	-730 000	11 901 687
244	Matériel et outillage techniques	66 707 995	-950 000	65 757 995
245	Objets de valeur-Collections-œuvre d'art	1 090 000	0	1 090 000

(Unité: milliers FCFA)

CODE	LIBELLE	VOTE 2023	AJUSTEMENT 2023	MODIFIE 2023
249	Autres matériels et mobiliers	1 460 000	0	1 460 000
25	Equipements Militaires	12 877 075	0	12 877 075
250	Bâtiments Militaires	5 061 327	0	5 061 327
251	Bases militaires	722 067	0	722 067
252	Ouvrages et infrastructures militaires	3 078 221	0	3 078 221
253	Mobiliers, matériels militaires et équipements	1 393 326	0	1 393 326
256	Bâtiments à Usage de Bureau	757 634	0	757 634
258	Equipement en cours des forces armées et de police	1 864 500	0	1 864 500
26	Prises de Participation, Créances Rattachées et Cautionnement	10 000 000	-1 500 000	8 500 000
262	Prises de participation à l'extérieur	10 000 000	-1 500 000	8 500 000
TOTAL DES DEPENSES		6 274 800 000	367 700 000	6 642 500 000

ARTICLE SOIXANTE-NEUVIÈME (nouveau).- Les charges des Comptes d'Affectation Spéciale pour l'exercice 2023 sont évaluées à **FCFA 84 431 000 000** et se décomposent de la manière suivante par nature de dépenses :

(Unité: milliers FCFA)

CODE	LIBELLE	2022	2023 VOTÉ	AJUSTEMENT	2023 MODIFIÉ
DEPENSES COURANTES		72 326 781	21 901 762	4 487 916	26 389 678
3	Les Dépenses de Biens et Services	70 661 352	20 319 333	0	20 319 333
60	Achats de Biens	8 311 262	9 328 081	0	9 328 081
601	Matières, matériels et fournitures	1 077 241	1 518 125		1 518 125
605	Eau, électricité, gaz et autres sources d'énergie	701 546	1 145 091		1 145 091
606	Matériel et fournitures spécifiques	6 532 475	6 664 865		6 664 865
61	Achat de Services	12 307 590	10 991 252	0	10 991 252
611	Frais de transport et de mission	1 610 276	2 016 576		2 016 576
612	Loyer	33 000	55 800		55 800
613	Honoraires et études	7 482 057	4 383 342		4 383 342
614	Entretien et maintenance	61 900	301 500		301 500
617	Frais de relations publiques-communication	1 031 590	2 406 434		2 406 434
618	Frais de formation du personnel	2 083 267	1 762 100		1 762 100
619	Autres acquisitions de services	5 500	65 500		65 500
69	Dépenses Courantes à Ventiler	50 042 500	0	3 450 816	3 450 816
690	Dépenses Courantes à Ventiler	42 500	0	3 450 816	3 450 816
4	Les Dépenses de Transfert	1 665 429	1 582 429	1 037 100	2 619 529
63	Subventions	750 000	650 000	0	650 000
632	Subventions aux entreprises publiques	720 000	210 000		210 000
633	Subventions aux entreprises privées	0	400 000		400 000
639	Subventions a d'autres catégories de bénéficiaires	30 000	40 000		40 000
64	Transferts	915 429	932 429	1 037 100	1 969 529
641	Transferts aux établissements publics nationaux	481 000	0		0
646	Transferts aux autorités supra nationales et contributions aux organisations internationales	409 429	434 429	1 037 100	1 471 529

PRESIDENCE DE LA REPUBLIQUE
 PRESIDENCY OF THE REPUBLIC
 SECRETARIAT GENERAL
 SERVICE DU FICHER LEGISLATIF ET REGLEMENTAIRE
 LEGISLATIVE AND STATUTORY AFFAIRS CARD INDEX SERVICE
 COPIE CERTIFIEE CONFORME
 CERTIFIED TRUE COPY

(Unité: milliers FCFA)

CODE	LIBELLE	2022	2023 VOTÉ	AJUSTEMENT	2023 MODIFIÉ
649	Autres transferts	25 000	498 000		498 000
	DEPENSES EN CAPITAL	30 373 220	48 398 237	9 643 084	58 041 321
3	Les Dépenses de Biens et Services	2 891 061	2 030 000	0	2 030 000
61	Achat de Services	2 891 061	2 030 000	0	2 030 000
613	Honoraires et études	2 891 061	2 030 000		2 030 000
4	Les Dépenses de Transfert	0	377 000	0	377 000
64	Transferts	0	377 000	0	377 000
641	Transferts aux établissements publics nationaux	0	267 000		267 000
642	Transferts aux Collectivités Territoriales Décentralisées	0	110 000		110 000
5	Les Dépenses d'Investissement	27 482 159	45 991 237	9 643 084	55 634 321
21	Immobilisations Incorporelles	471 600	481 600	0	481 600
212	Brevets, marques de fabrique, droits d'auteur	471 600	481 600		481 600
22	Immobilisations Non Produites	192 000	214 000	0	214 000
221	Terrains	192 000	214 000		214 000
23	Acquisitions, Constructions et Grosses Réparations des immeubles	2 900 241	18 015 893	9 643 084	27 658 977
231	Bâtiments administratifs à usage de bureau	2 068 992	2 276 314		2 276 314
233	Bâtiments administratifs à usage technique	265 000	0		0
234	Ouvrages	285 000	739 579		739 579
235	Infrastructures	281 249	15 000 000	9 643 084	24 643 084
24	Acquisitions, Constructions et Grosses Réparations du Matériel et mobilier	23 918 318	27 255 744	0	27 255 744
241	Mobilier et matériel de logement et de bureau	16 261 134	21 716 057		21 716 057
242	Matériel Informatique de bureau	646 437	450 000		450 000
243	Matériel de transport	306 500	387 000		387 000
244	Matériel et outillage techniques	6 704 247	4 652 687		4 652 687
245	Objets de valeur-Collections œuvre d'art	0	50 000		50 000
25	Equipements Militaires	0	24 000	0	24 000
258	Equipement en cours des forces armées et de police	0	24 000		24 000
	TOTAL DEPENSES DES CAS	102 700 000	70 300 000	14 131 000	84 431 000

CHAPITRE TROISIÈME ÉQUILIBRE BUDGÉTAIRE

ARTICLE SOIXANTE-DIXIÈME (nouveau).- Pour l'exercice 2023, l'équilibre du budget de l'État, qui résulte de l'évaluation des recettes et de la fixation des plafonds des dépenses présentées aux articles soixante-sixième, soixante-septième, soixante-huitième et soixante-neuvième ci-dessus, est fixé aux montants suivants :

(En milliards de FCFA)

RECETTES	MONTANT	DEPENSES	MONTANT
I. BUDGET GENERAL			
RECETTES INTERNES	4 780,4	DEPENSES COURANTES	3 776,3
Recettes fiscales brutes	3 568,4	Intérêts et commissions bruts	322,9
dont remboursement des crédits TVA	84,0	Allègement intérêts dette extérieure	0,0

PRESIDENCE DE LA REPUBLIQUE
PRESIDENCY OF THE REPUBLIC
SECRETARIAT GENERAL
SERVICE DU FICHER LEGISLATIF ET REGLEMENTAIRE
LEGISLATIVE AND STATUTORY AFFAIRS CARD INDEX SERVICE
COPIE CERTIFIEE CONFORME
CERTIFIED TRUE COPY

(En milliards de FCFA)

RECETTES	MONTANT	DEPENSES	MONTANT
<i>Recettes fiscales nettes</i>	3 484,4	Dépenses de personnel	1 313,2
Recettes pétrolières	841,8	Biens et services	967,5
Recettes non fiscales	269,3	<i>Dont Etudes et maitrise d'œuvre lié à l'investissement</i>	70,5
Total Recettes internes nettes	4 595,5	Transferts courants	1 172,8
DONS	101,0	<i>Dont transferts en capital au CTD et EP</i>	146,5
Dons programmes	65,6	<i>Dont subventions versées aux CAS</i>	15,0
Dons projets	35,4	DEPENSES EN CAPITAL	1 142,2
RECETTES EXCEPTIONNELLES	0,0	Financements extérieurs	723,5
Recettes de privatisations		Ressources propres	388,7
<i>Prélèvements sur les recettes au profit du Fonds spécial de solidarité national pour la lutte contre le Coronavirus</i>	0,0	Participation/Restructuration	30,0
RECETTES NETTES BUDGET GENERAL	4 696,4	AUTRES DEPENSES	0,0
		Prêts nets	0,0
		DEPENSES BUDGET GENERAL	4 918,5
II – COMPTES SPECIAUX DU TRESOR			
Comptes d'affectation spéciale	80,2	Comptes d'affectation spéciale	84,4
<i>Dont Fonds Spécial reconstruction Extrême-Nord, Nord- Ouest et Sud- Ouest</i>	24,9	<i>Dont Fonds Spécial reconstruction Extrême-Nord, Nord- Ouest et Sud- Ouest</i>	29,1
<i>Fonds de concours (Dons)</i>	1,3	<i>Autres Comptes d'Affectation Spéciale</i>	55,3
<i>Autres Comptes d'Affectation Spéciale</i>	55,3	TOTAL DEPENSES BUDGETAIRES DE L'ETAT	5 003,0
TOTAL RECETTES BUDGETAIRES NETTES DE L'ETAT	4 776,6		
III - SOLDES			
	Montant	% du PIB	
CAPACITE/BESOIN DE FINANCEMENT	-226,3	-0,8	
SOLDE GLOBAL	-226,3	-0,8	
SOLDE DE REFERENCE DE LA CEMAC	-500,3	-1,7	

CHAPITRE QUATRIÈME FINANCEMENT GLOBAL ET HABILITATIONS

ARTICLE SOIXANTE-ONZIÈME (nouveau).- Pour l'exercice 2023, les ressources et les charges de trésorerie qui concourent à la réalisation de l'équilibre financier sont évaluées comme suit :

(En milliards de FCFA)

BESOINS DE FINANCEMENT ET DE TRESORERIE	MONTANT	RESSOURCES DE FINANCEMENTS ET DE TRESORERIE	MONTANT
Déficit budgétaire global	226,3	Prêts projets	795,4
Amortissement Dette structurée (hors correspondants)	1 225,8	Emission des Titres publics	450,0
Dette extérieure	704,0	Appuis Budgétaires	224,1
Dette intérieure	521,8	Financement bancaire	355,7
Restes à payer Trésor/Dette non structurée CAA	374,2	<i>Compte séquestre TVA</i>	84,0

PRESIDENCE DE LA REPUBLIQUE
PRESIDENCY OF THE REPUBLIC
SECRETARIAT GENERAL
SERVICE DU FICHIER LEGISLATIF ET REGLEMENTAIRE
LEGISLATIVE AND STATUTORY AFFAIRS CARD INDEX SERVICE
COPIE CERTIFIEE CONFORME
CERTIFIED TRUE COPY

Remboursement des crédits TVA	84	Financements exceptionnels	125,1
Sortie nette de trésorerie au profit des Correspondants	40,0	Appui budgétaire BAD (PARPAC)	40,9
		Tirage DTS	80,0
		Financement BID (CAS Reconstruction)	4,2
TOTAL	1 950,3	TOTAL	1 950,3

ARTICLE SOIXANTE-TREIZIÈME (nouveau).- (1) Au cours de l'exercice 2023, le Gouvernement est habilité à recourir aux emprunts sur les marchés financiers et bancaires intérieurs et extérieurs, pour des besoins de financement des projets de développement et l'apurement des restes à payer, pour un montant maximum de **F.CFA 650 milliards**.

(2) Le plafond des emprunts à mobiliser sur le marché financier intérieur, notamment par émission des titres publics, est fixé à **F.CFA 450 milliards**, destinés au financement des projets de développement.

(3) Le plafond des ressources à mobiliser sur les marchés bancaires extérieurs, est fixé à **F.CFA 200 milliards**, destinés à l'apurement des restes à payer.

DEUXIÈME PARTIE

MOYENS DES POLITIQUES PUBLIQUES ET DISPOSITIONS SPÉCIALES

TITRE PREMIER

DISPOSITIONS GÉNÉRALES

TITRE DEUXIÈME

CRÉDITS OUVERTS

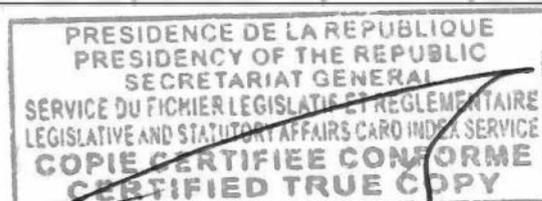
CHAPITRE PREMIER

CRÉDITS DU BUDGET GÉNÉRAL

ARTICLE SOIXANTE-SEIZIÈME (nouveau).- Les montants des autorisations d'engagement et des crédits de paiement du budget général ouverts sur les programmes concourant à la réalisation des objectifs assortis d'indicateurs sont fixés comme suit :

En milliers de FCFA

PROGRAMME			OBJECTIF	INDICATEUR	AE VOTÉ	AE MODIFIÉE	CP VOTÉ	CP MODIFIÉ
N°	CODE	LIBELLE						
CHAPITRE : 01 - PRESIDENCE DE LA REPUBLIQUE					51 260 000	50 363 427	51 260 000	50 363 427
1	168	FORMULATION ET COORDINATION DE L' ACTION PRÉSIDENTIELLE	Contribuer à l'atteinte des objectifs visés par le programme des grandes réalisations	Taux de réalisation des actions approuvées par le Président de la République	21 583 410	21 124 750	21 583 410	21 124 750



PROGRAMME			OBJECTIF	INDICATEUR	AE VOTÉ	AE MODIFIÉE	CP VOTÉ	CP MODIFIÉ
N°	CODE	LIBELLE						
2	169	PROTECTION PRÉSIDENTIELLE ET INTÉGRITÉ DU TERRITOIRE	Préserver l'intégrité du territoire national et la stabilité politique	Niveau global d'atteinte des objectifs assignés aux missions	7 421 843	7 270 815	7 421 843	7 270 815
3	170	GOVERNANCE ET APPUI INSTITUTIONNEL DE LA PRÉSIDENTIE DE LA RÉPUBLIQUE ET SES SERVICES RATTACHÉS	Améliorer la coordination des services et assurer la bonne mise en œuvre des programmes	Taux global de réalisation des activités budgétisées	22 254 747	21 967 862	22 254 747	21 967 862
CHAPITRE : 02 - SERVICES RATTACHES A LA PRESIDENCE					7 961 000	7 267 793	7 961 000	7 267 793
4	171	FORMULATION ET COORDINATION DE L'ACTION PRÉSIDENTIELLE	Contribuer à l'atteinte des objectifs visés par le programme des grandes réalisations	Taux de réalisation des actions approuvées par le Président de la République	1 187 729	1 064 314	1 187 729	1 064 314
5	172	PROTECTION PRÉSIDENTIELLE ET INTÉGRITÉ DU TERRITOIRE	Contribuer à la préservation de l'intégrité du territoire national et la stabilité politique	Niveau global d'atteinte des objectifs assignés aux missions	6 773 271	6 203 479	6 773 271	6 203 479
CHAPITRE : 03 - ASSEMBLEE NATIONALE					29 622 000	29 622 000	29 622 000	29 622 000
6	174	RENFORCEMENT DU CONTRÔLE PARLEMENTAIRE DE L'ACTION GOUVERNEMENTALE	contribuer à l'effectivité des services Publics	Taux de contrôle du programme d'investissement prioritaire du Gouvernement	11 140 000	11 140 000	11 140 000	11 140 000
7	175	GOVERNANCE ET APPUI INSTITUTIONNEL DES SERVICES DE L'ASSEMBLÉE NATIONALE	Renforcer le cadre législatif national	Taux de contribution de l'AN au renforcement du cadre législatif national	18 482 000	18 482 000	18 482 000	18 482 000
CHAPITRE : 04 - SERVICES DU PREMIER MINISTRE					24 647 341	24 456 746	19 951 000	19 760 405
8	010	DIRECTION ET COORDINATION DE L'ACTION GOUVERNEMENTALE	Veiller à l'amélioration de la gouvernance administrative, économique et financière des politiques publiques, en vue de garantir la transformation structurelle de l'économie, le développement du capital humain et du bien-être, et la promotion de l'emploi et de l'insertion économique, en cohérence avec la SND30.	Taux de responsabilité dans les délais;	2 449 268	2 409 781	2 449 268	2 409 781

PRESIDENCE DE LA REPUBLIQUE
 PRESIDENCY OF THE REPUBLIC
 SECRETARIAT GENERAL
 SERVICE DU FICHIER LEGISLATIF ET REGLEMENTAIRE
 LEGISLATIVE AND STATUTORY AFFAIRS CARD INDEX SERVICE
 COPIE CERTIFIEE CONFORME
 CERTIFIED TRUE COPY

PROGRAMME			OBJECTIF	INDICATEUR	AE VOTÉ	AE MODIFIÉE	CP VOTÉ	CP MODIFIÉ
N°	CODE	LIBELLE						
9	011	GOUVERNANCE ET APPUI INSTITUTIONNEL DES SERVICES INTERNES ET RATTACHES AUX SERVICES DU PREMIER MINISTRE	Améliorer la coordination opérationnelle des services et assurer la bonne mise en œuvre des programmes dans les SPM	Taux de réalisation des activités budgétisées au sein des SPM	18 933 919	18 793 320	14 237 578	14 096 979
10	204	COORDINATION STRATEGIQUE ET POLITIQUE	Optimiser la coordination stratégique et politique de l'action gouvernementale	Proportion des évènements supervisés par le Premier Ministre concourant au rayonnement économique par rapport à l'ensemble des évènements concourant au rayonnement économique	3 264 154	3 253 645	3 264 154	3 253 645
CHAPITRE : 05 - CONSEIL ECONOMIQUE ET SOCIAL					1 891 000	1 891 000	1 891 000	1 891 000
11	095	CONSEIL DE L'EXÉCUTIF EN MATIÈRE ÉCONOMIQUE, SOCIALE, CULTURELLE ET ENVIRONNEMENTALE	Renforcer la participation des différentes catégories socioprofessionnelles à l'élaboration et à la mise en œuvre des politiques publiques	Nombre d'avis émis par le CES	73 000	73 000	73 000	73 000
12	096	GOUVERNANCE ET APPUI INSTITUTIONNEL DU CONSEIL ÉCONOMIQUE ET SOCIAL	Assurer la mise en œuvre optimale des Programmes du CES	Taux de réalisation des activités budgétisées au sein du CES	1 818 000	1 818 000	1 818 000	1 818 000
CHAPITRE : 06 - MINISTERE DES RELATIONS EXTERIEURES					38 795 000	38 649 775	38 795 000	38 649 775
13	087	RENFORCEMENT DU POTENTIEL DES RELATIONS BILATÉRALES	capitaliser au bénéfice du Cameroun les retombées qu'offrent les relations bilatérales en vue de son émergence diplomatique	Nombre d'instruments juridiques de coopération bilatérale en cours de négociation	16 790 958	16 456 318	16 790 958	16 456 318
14	088	NEGOCIATION, COORDINATION ET SUIVI DE LA COOPERATION MULTILATERALE, DECENTRALISEE, NON GOUVERNEMENTALE ET DES PROGRAMMES SUBSEQUENTS	Diversifier et accroître les opportunités de la coopération multilatérale, décentralisée et non gouvernementale pour le développement du Cameroun	Nombre d'accords, projets, programmes et mécanismes obtenus et mis en œuvre grâce à la coopération multilatérale, décentralisée et non gouvernementale	4 295 046	4 214 282	4 295 046	4 214 282
15	089	GESTION DE LA DIASPORA, DES MIGRANTS ET DES CRISES NOUVELLES	Accroître la participation des Camerounais à l'étranger au développement du Cameroun et contribuer à la gestion des crises nouvelles	Nombre de migrants retournés et réinsérés	5 793 688	5 721 592	5 793 688	5 721 592

PRESIDENCE DE LA RÉPUBLIQUE
 PRESIDENCY OF THE REPUBLIC
 SECRETARIAT GENERAL
 SERVICE DU FICHER LEGISLATIF ET REGLEMENTAIRE
 LEGISLATIVE AND STATUTORY AFFAIRS CARD INDEX SERVICE
 COPIE CERTIFIEE CONFORME
 CERTIFIED TRUE COPY

PROGRAMME			OBJECTIF	INDICATEUR	AE VOTÉ	AE MODIFIÉE	CP VOTÉ	CP MODIFIÉ
N°	CODE	LIBELLE						
16	090	GOUVERNANCE ET APPUI INSTITUTIONNEL DANS LE SOUS-SECTEUR DES RELATIONS EXTERIEURES	Améliorer la coordination des services et assurer la bonne mise en œuvre de programmes au MINREX	Taux de réalisation des activités budgétisées	11 915 307	12 257 584	11 915 307	12 257 584
CHAPITRE : 07 - MINISTERE DE L'ADMINISTRATION TERRITORIALE					40 827 000	40 550 375	40 441 000	40 164 375
17	161	ADMINISTRATION DU TERRITOIRE	Accroître la représentativité de l'administration du territoire	Proportion des rapports des tournées effectuées transmis par les Autorités Administratives au cours de l'année	11 757 928	11 383 492	11 757 928	11 383 492
18	162	CONTRIBUTION A LA PROMOTION DES LIBERTES PUBLIQUES ET SECURITE DES PERSONNES ET DES BIENS	Assurer le respect de la réglementation en matière des libertés individuelles et collectives	Proportion des organisations de la société civile contrôlées par an	6 629 553	6 608 814	6 629 553	6 608 814
19	163	DEVELOPPEMENT DU DISPOSITIF NATIONAL DE PROTECTION CIVILE	Renforcer la résilience face aux risques, aux catastrophes et leurs effets	Nombre de départements disposant des Plans d'Organisation de Secours (ORSEC)	7 311 838	7 060 023	7 311 838	7 060 023
20	164	GOUVERNANCE ET APPUI INSTITUTIONNEL DANS LE DOMAINE DE L'ADMINISTRATION DU TERRITOIRE	Assurer la mise en œuvre optimale des Programmes du Ministère	Taux de réalisation des activités budgétisées au sein du ministère	15 127 681	15 498 047	14 741 681	15 112 047
CHAPITRE : 08 - MINISTERE DE LA JUSTICE					63 521 735	64 248 636	65 915 000	66 641 901
21	050	AMELIORATION DE L'ACTIVITE JURIDICTIONNELLE	Améliorer la qualité et l'accès équitable au service public de la Justice	Proportion des affaires traitées dans les délais raisonnables	30 044 823	29 468 264	32 438 088	31 861 529
22	051	AMELIORATION DE LA POLITIQUE PENITENTIAIRE	Améliorer les conditions de détention et la promotion de la réinsertion sociale des détenus	Proportion des détenus formés à la réinsertion	22 736 054	22 723 190	22 736 054	22 723 190
23	052	GOUVERNANCE ET APPUI INSTITUTIONNEL DU SOUS-SECTEUR JUSTICE	Assurer annuellement l'efficacité et l'efficience des services pour la mise en œuvre optimale des Programmes du Ministère de la Justice	Taux de réalisation des activités budgétisées au sein du Ministère de la Justice	10 740 858	12 057 182	10 740 858	12 057 182
CHAPITRE : 09 - COUR SUPREME					5 120 000	5 122 000	5 120 000	5 122 000
24	114	CONTROLE DE LA TRANSPARENCE FINANCIERE DE LA GESTION BUDGETAIRE ET DE LA QUALITE DES COMPTES PUBLICS	Renforcer le contrôle et le jugement des comptes publics	Taux de contrôle juridictionnel effectué	843 320	843 320	843 320	843 320
25	115	GESTION DES CONTENTIEUX JUDICIAIRES ET ADMINISTRATIFS	Améliorer le rendement de la Cour Suprême en matière Judiciaire et Administrative	Taux de décisions rendues en matière judiciaire et administrative	362 000	362 000	362 000	362 000
26	188	GOUVERNANCE ET APPUI INSTITUTIONNEL DE LA COUR SUPREME	Assurer la mise en œuvre optimale des Programmes de la CS	Taux de réalisation des activités budgétisées au sein de la Cour Suprême	3 914 680	3 916 680	3 914 680	3 916 680

PROGRAMME			OBJECTIF	INDICATEUR	AE VOTÉ	AE MODIFIÉE	CP VOTÉ	CP MODIFIÉ
N°	CODE	LIBELLE						
CHAPITRE : 10 - MINISTERE DES MARCHES PUBLICS					14 128 000	13 835 700	14 128 000	13 835 700
27	027	ADMINISTRATION DU SYSTEME DES MARCHES PUBLICS	Assurer le bon fonctionnement du système des marchés publics	Proportion des marchés passés suivant la procédure de gré à gré	2 120 860	2 091 130	2 120 860	2 091 130
28	028	PROGRAMMATION ET SUIVI DES MARCHES PUBLICS	Veiller à la programmation et à la bonne passation des marchés publics	Proportion des marchés programmés exécutés	2 213 000	2 083 595	2 213 000	2 083 595
29	029	CONTROLE EXTERNE DE L'EXECUTION DES MARCHES PUBLICS	Veiller à la qualité des prestations réalisées	Proportion des marchés exécutés dans le respect des spécifications techniques	1 950 360	1 839 150	1 950 360	1 839 150
30	030	GOVERNANCE ET APPUI INSTITUTIONNEL DANS LE SOUS-SECTEUR DES MARCHES PUBLICS	Améliorer la performance des services	Taux de réalisation des activités budgétisées	7 843 780	7 821 825	7 843 780	7 821 825
CHAPITRE : 11 - CONTROLE SUPERIEUR DE L'ETAT					5 985 000	5 851 464	5 985 000	5 851 464
31	067	RENFORCEMENT DE LA PREVENTION DES ATTEINTES A LA FORTUNE PUBLIQUE	Promouvoir la culture de la bonne gouvernance dans la gestion des affaires publiques	Proportion d'acteurs de la gestion des finances publiques hommes et femmes, s'étant appropriés les normes du contrôle interne et les mesures de prévention des atteintes à la fortune publique	785 000	754 544	785 000	754 544
32	076	CONTROLES, AUDITS ET SANCTIONS	Veiller à la satisfaction du niveau de qualité souhaiter dans la gestion des finances publiques, sanctionner les gestionnaires indelicats et Suivre la mise en application des sanctions prises par le CDBF	Nombre d'équipes de missions d'audit déployées par an	2 002 000	1 961 560	2 002 000	1 961 560
33	077	GOVERNANCE ET APPUI INSTITUTIONNEL DES SERVICES DU CONTRÔLE SUPERIEUR DE L'ETAT	Assurer la mise en œuvre optimale des programmes du CONSUPE	Taux de réalisation des activités budgétisées	3 198 000	3 135 360	3 198 000	3 135 360
CHAPITRE : 12 - DELEGATION GENERALE A LA SURETE NATIONALE					100 567 000	103 737 984	100 567 000	103 737 984
34	062	CONSOLIDATION DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE	Accroître la protection des institutions, des libertés publiques, des personnes et des biens	Taux de couverture sécuritaire du territoire national	17 176 691	17 154 693	17 176 691	17 154 693
35	063	RENFORCEMENT DE LA SÉCURITÉ FRONTALIÈRE	Accroître la sécurité des frontières	Proportion d'actes criminels et d'infractions transfrontaliers maîtrisés	4 768 300	8 043 067	4 768 300	8 043 067
36	064	REDYNAMISATION DU SYSTÈME DE RENSEIGNEMENT	Mettre à la disposition des autorités, des renseignements pour la prise de décisions	Quantité de notes de synthèse sécuritaires produites	6 095 054	6 073 660	6 095 054	6 073 660

PROGRAMME			OBJECTIF	INDICATEUR	AE VOTÉ	AE MODIFIÉE	CP VOTÉ	CP MODIFIÉ
N°	CODE	LIBELLE						
37	065	GOUVERNANCE ET APPUI INSTITUTIONNEL DE LA DGSN	Améliorer la coordination des services et assurer la bonne mise en œuvre des programmes	Taux de réalisation des activités budgétisées à la DGSN	72 526 955	72 466 565	72 526 955	72 466 565
CHAPITRE : 13 - MINISTERE DE LA DEFENSE					276 083 805	284 266 137	276 941 000	285 123 332
38	001	DÉFENSE DE L'INTÉGRITÉ DU TERRITOIRE NATIONAL	Renforcer les mesures garantissant l'intégrité territoriale	Taux de réalisation des Tableaux des Effectifs et de Dotations Générales des armées	139 380 543	138 613 900	140 037 738	139 271 095
39	003	PARTICIPATION A LA SÉCURITÉ DES PERSONNES, DES BIENS ET DE L'ENVIRONNEMENT	Garantir les conditions de sécurité et de paix favorables au développement	Taux de criminalité évalué par la Gendarmerie Nationale	70 450 363	70 355 939	70 650 363	70 555 939
40	004	ASSISTANCE, RECONVERSION ET REINSERTION DES ANCIENS COMBATTANTS ET VICTIMES DE GUERRE (ACVG)	Améliorer le suivi, la reconversion et la réinsertion des Anciens Combattants et Victimes de guerre	Nombre des ACVG ou leurs ayants causes pris en charge ou assistés	10 354 514	10 290 522	10 354 514	10 290 522
41	005	PARTICIPATION À L'ACTION NATIONALE DE DÉVELOPPEMENT	Améliorer l'appui du MINDEF dans des domaines spécifiques contribuant au développement socio- économique du Cameroun	Taux de réalisation des diverses sollicitations infrastructurelles à l'endroit des structures du MINDEF	10 533 649	10 488 693	10 533 649	10 488 693
42	006	GOUVERNANCE ET APPUI INSTITUTIONNEL DU SOUS-SECTEUR DÉFENSE	Améliorer la coordination des services et assurer la bonne mise en œuvre des programmes au Ministère de la Défense	Taux de réalisation des activités budgétisées au sein du Ministère de la Défense	45 364 736	54 517 083	45 364 736	54 517 083
CHAPITRE : 14 - MINISTERE DES ARTS ET DE LA CULTURE					5 555 000	5 422 375	5 555 000	5 422 375
43	148	CONSERVATION DE LA CULTURE ET DE L'ART CAMEROUNAIS	Reconstituer et sauvegarder le patrimoine culturel et artistique	proportion de biens et éléments culturels viabilisés et opérationnels	1 336 250	1 325 074	1 336 250	1 325 074
44	149	DÉVELOPPEMENT ET VALORISATION DE LA PRODUCTION DES BIENS ET SERVICES CULTURELS	favoriser l'émergence d'un secteur culturel marchand organisé, compétitif et créateur de revenus et d'emplois durables	Proportion des actions menées pour favoriser la production et la consommation des biens et services culturels	1 839 500	1 766 714	1 839 500	1 766 714
45	182	GOUVERNANCE ET APPUI INSTITUTIONNEL DU MINISTERE DES ARTS ET DE LA CULTURE	Assurer la mise en œuvre optimale des Programmes du Ministère.	Taux de réalisation des activités budgétisées au sein du MINAC	2 379 250	2 330 587	2 379 250	2 330 587
CHAPITRE : 15 - MINISTERE DE L'EDUCATION DE BASE					254 232 390	261 204 390	254 232 390	261 204 390
46	101	DÉVELOPPEMENT DU PRÉSCOLAIRE	Accroître le taux de préscolarisation sur toute l'étendue du territoire national	Taux brut de préscolarisation	17 665 903	17 665 903	17 665 903	17 665 903
47	102	UNIVERSALISATION DU CYCLE PRIMAIRE	Améliorer l'accès et l'achèvement de tous les enfants d'âge scolaire à un enseignement primaire de qualité et inclusif	1. Taux d'achèvement du cycle primaire 2. Taux net d'admission au primaire	188 633 742	188 633 742	188 633 742	188 633 742

PRESIDENCE DE LA REPUBLIQUE
 PRESIDENCY OF THE REPUBLIC
 SECRETARIAT GENERAL
 SERVICE DU FICHIER LEGISLATIF ET REGLEMENTAIRE
 LEGISLATIVE AND STATUTORY AFFAIRS CARD INDEX SERVICE
 COPIE CERTIFIEE CONFORME
 CERTIFIED TRUE COPY

PROGRAMME			OBJECTIF	INDICATEUR	AE VOTÉ	AE MODIFIÉE	CP VOTÉ	CP MODIFIÉ
N°	CODE	LIBELLE						
48	103	ALPHABÉTISATION	Accroître le pourcentage de la population alphabétisée dans les CAF, les CEBNF et les CPLN	pourcentage de la population alphabétisée dans les CAF, les CEBNF et les CPLN	4 581 482	4 581 482	4 581 482	4 581 482
49	104	GOUVERNANCE ET APPUI INSTITUTIONNEL DU SOUS-SECTEUR EDUCATION DE BASE	Optimiser la mise en œuvre efficace des programmes opérationnels	Taux moyen de réalisation des indicateurs des programmes opérationnels	43 351 263	50 323 263	43 351 263	50 323 263
CHAPITRE : 16 - MINISTERE DES SPORTS ET DE L'EDUCATION PHYSIQUE					23 644 000	23 805 397	23 644 000	23 805 397
50	007	DEVELOPPEMENT DE L'EDUCATION PHYSIQUE	Accroître la pratique saine, méthodique et encadrée des Activités Physiques et Sportives (APS)	Proportion des personnes ayant participé aux activités de promotion et de vulgarisation de la pratique des APS	4 744 633	4 734 250	4 744 633	4 734 250
51	008	DEVELOPPEMENT DU SPORT	Améliorer le rayonnement international du Cameroun par le sport et la gouvernance du mouvement sportif national	proportion des fédérations sportives organisant des compétitions sur le plan national	12 020 833	12 267 438	12 020 833	12 267 438
52	009	GOUVERNANCE ET APPUI INSTITUTIONNEL DANS LE SOUS-SECTEUR SPORT ET EDUCATION PHYSIQUE	Assurer la mise en œuvre optimale des Programmes du MINSEP	Taux de réalisation des activités budgétisées au sein du Ministère	6 878 534	6 803 709	6 878 534	6 803 709
CHAPITRE : 17 - MINISTERE DE LA COMMUNICATION					4 813 000	4 880 000	4 813 000	4 880 000
53	013	Accroissement de l'accès des populations aux contenus médiatiques	Accroître qualitativement et quantitativement la couverture nationale de l'information par les médias publics et à capitaux privés	Taux de couverture	1 155 000	1 155 000	1 155 000	1 155 000
54	097	Développement d'une communication multisectorielle axée sur la performance sociétale	Accroître l'offre d'information institutionnelle pour l'accès des populations aux services sociaux de base ainsi que la disponibilité des dites informations auprès des publics concernés	Pourcentage de la population sensibilisée sur l'utilisation des services sociaux de base en vue d'améliorer leurs conditions de vie	1 771 300	1 771 300	1 771 300	1 771 300
55	160	Gouvernance et appui institutionnel dans le sous-secteur de la communication	Améliorer la coordination des services et assurer la bonne mise en œuvre des programmes au Ministère de la Communication	Taux de réalisation des activités budgétisées au sein du Ministère de la Communication	1 886 700	1 953 700	1 886 700	1 953 700
CHAPITRE : 18 - MINISTERE DE L'ENSEIGNEMENT SUPERIEUR					72 595 000	74 072 150	73 465 000	74 942 150
56	116	DEVELOPPEMENT DE LA COMPOSANTE TECHNOLOGIQUE ET PROFESSIONNELLE DE L'ENSEIGNEMENT SUPERIEUR	Accroître en quantité et en qualité le nombre des étudiants formés dans les établissements technologiques et professionnels de l'enseignement supérieur	Pourcentage des étudiants formés dans les établissements technologiques et professionnels de l'enseignement supérieur	17 708 827	17 233 807	17 708 827	17 233 807

PRESIDENCE DE LA REPUBLIQUE
 PRESIDENCY OF THE REPUBLIC
 SECRETARIAT GENERAL
 SERVICE DU FICHER LEGISLATIF ET REGLEMENTAIRE
 LEGISLATIVE AND STATUTORY AFFAIRS CARD INDEX SERVICE
 COPIE CERTIFIEE CONFORME
 CERTIFIED TRUE COPY

PROGRAMME			OBJECTIF	INDICATEUR	AE VOTÉ	AE MODIFIÉE	CP VOTÉ	CP MODIFIÉ
N°	CODE	LIBELLE						
57	117	MODERNISATION ET PROFESSIONNALISATION DES ETABLISSEMENTS FACULTAIRES CLASSIQUES	Donner des compétences et aptitudes professionnelles aux étudiants des établissements facultaires classiques leur permettant de trouver un emploi ou de s'auto-employer	Taux d'encadrement annuel des étudiants de niveau Master	7 487 200	7 452 138	7 487 200	7 452 138
58	118	DEVELOPPEMENT DE LA RECHERCHE ET DE L'INNOVATION UNIVERSITAIRE	Permettre à la recherche universitaire d'impacter positivement le développement du pays en vue de son émergence	Nombre de résultats de la recherche universitaire exploités dans les secteurs prioritaires définis dans la stratégie de développement par an.	19 810 000	19 733 750	20 680 000	20 603 750
59	119	GOVERNANCE ET APPUI INSTITUTIONNEL DANS LE SOUS SECTEUR ENSEIGNEMENT SUPERIEUR	Améliorer la coordination des services et assurer la bonne mise en œuvre des programmes dans l'Enseignement Supérieur	Taux de réalisation des activités budgétisées au MINESUP	27 588 973	29 652 456	27 588 973	29 652 456
CHAPITRE : 19 - MINISTERE DE LA RECHERCHE SCIENTIFIQUE ET DE L'INNOVATION					12 808 000	13 167 000	12 808 000	13 167 000
60	136	GOVERNANCE ET APPUI INSTITUTIONNEL AU SOUS-SECTEUR RECHERCHE ET INNOVATION	Améliorer la coordination, le fonctionnement et la performance du sous-secteur Recherche et Innovation	Taux de mise en œuvre du plan d'action ministériel	5 922 208	6 281 208	5 922 208	6 281 208
61	193	DENSIFICATION DE LA RECHERCHE-DEVELOPPEMENT ET DE L'INNOVATION	Accroître les performances de la recherche scientifique, technologique et d'innovation	Nombre de résultats de la recherche produits et diffusés	6 885 792	6 885 792	6 885 792	6 885 792
CHAPITRE : 20 - MINISTERE DES FINANCES					66 665 450	65 098 820	65 868 000	63 831 370
62	031	MOBILISATION DES RECETTES FISCALES INTERNES NON PÉTROLIÈRES	Améliorer le recouvrement des recettes fiscales internes non pétrolières et le climat des affaires	Taux de recouvrement des recettes fiscales internes non pétrolières	9 830 287	9 513 353	9 830 287	9 513 353
63	032	GOVERNANCE DOUANIÈRE, PROTECTION DE L'ESPACE ÉCONOMIQUE ET PARTICIPATION A LA SÉCURITÉ NATIONALE	Faciliter le commerce extérieur et contribuer à la sécurité nationale	Taux d'interception des marchandises stratégiques en circulation au Cameroun	11 237 506	11 039 842	9 665 056	9 397 392
64	033	GESTION DU TRÉSOR PUBLIC ET SUIVI DU SECTEUR FINANCIER	Améliorer l'efficacité du Trésor Public et optimiser le financement de l'économie	Durée moyenne de paiement des dépenses après leur prise en charge par les services du Trésor	13 183 084	12 830 485	12 958 084	12 605 485
65	034	GESTION BUDGÉTAIRE DE L'ÉTAT	Assurer la préparation adéquate des Projets de Loi de Finances et l'exécution efficace des budgets des Entités Publiques	Durée moyenne de traitement des dossiers de dépenses	14 952 677	14 068 374	14 952 677	14 068 374
66	092	GOVERNANCE ET APPUI INSTITUTIONNEL	Assurer la mise en œuvre optimale des Programmes du Ministère	Taux de réalisation des activités budgétisées au sein du ministère	17 461 897	17 646 766	18 461 897	18 246 766

PROGRAMME			OBJECTIF	INDICATEUR	AE VOTÉ	AE MODIFIÉE	CP VOTÉ	CP MODIFIÉ
N°	CODE	LIBELLE						
CHAPITRE : 21 - MINISTERE DU COMMERCE					8 240 000	8 182 043	8 240 000	8 182 043
67	015	APPUI AU DEVELOPPEMENT DES EXPORTATIONS	Contribuer à l'amélioration de la compétitivité des produits « made in Cameroon » dans les marchés d'exportation	Part des produits mis en marché à l'étranger dans l'ensemble des produits devant faire l'objet d'un encadrement du MINCOMMERCE	489 739	474 863	489 739	474 863
68	021	REGULATION DU MARCHE INTERIEUR	Veiller à l'approvisionnement régulier du marché intérieur dans les conditions de saine concurrence	Indice des prix des produits de grande consommation	3 452 309	3 337 818	3 452 309	3 337 818
69	025	GOUVERNANCE ET APPUI INSTITUTIONNEL DU MINCOMMERCE	Assurer la mise en œuvre optimale des programmes du ministère	Taux de réalisation des activités budgétisées	3 610 344	3 687 167	3 610 344	3 687 167
70	152	PROMOTION DE LA METROLOGIE, DE LA VEILLE NORMATIVE ET ENCADREMENT DU JUSTE PRIX	Garantir l'équité dans les activités commerciales	Taux d'équité des transactions commerciales	687 608	682 195	687 608	682 195
CHAPITRE : 22 - MINISTERE DE L'ECONOMIE, DE LA PLANIFICATION ET DE L'AMENAGEMENT DU TERRITOIRE					64 233 000	62 644 050	64 233 000	62 644 050
71	019	PLANIFICATION STRATEGIQUE ET AMENAGEMENT DURABLE DU TERRITOIRE	Veiller à la mise en œuvre de la SND30, favoriser un développement harmonieux et durable du territoire et contribuer à la lutte contre la pauvreté	Taux de production des rapports et outils stratégiques attendus	43 503 618	42 736 517	43 503 618	42 736 517
72	022	APPUI A LA TRANSFORMATION STRUCTURELLE POUR L'ACCELERATION DE LA CROISSANCE	Contribuer à la transformation structurelle en vue de l'accélération de la croissance économique	Taux d'exécution physique du BIP.	8 883 305	8 527 505	8 883 305	8 527 505
73	023	RENFORCEMENT DU PARTENARIAT AU DEVELOPPEMENT ET DE L'INTEGRATION REGIONALE	Améliorer l'alignement des apports de partenariats économiques et de l'intégration régionale à la réalisation des priorités de développement du Cameroun.	Ratio annuel des financements extérieurs mobilisés conformément aux termes et conditions fixés par la loi de finances	5 013 866	4 844 764	5 013 866	4 844 764
74	024	GOUVERNANCE ET APPUI INSTITUTIONNEL DU SOUS-SECTEUR DE L'ECONOMIE, DE LA PLANIFICATION ET DE L'AMENAGEMENT DU TERRITOIRE	Améliorer la coordination des services et appuyer la mise en œuvre des programmes opérationnels	Taux de réalisation des activités budgétisées au sein du MINEPAT	6 832 211	6 535 263	6 832 211	6 535 263
CHAPITRE : 23 - MINISTERE DU TOURISME ET DES LOISIRS					7 407 000	7 225 169	7 407 000	7 225 169

PRESIDENCE DE LA REPUBLIQUE
 PRESIDENCY OF THE REPUBLIC
 SECRETARIAT GENERAL
 SERVICE DU FICHIER LEGISLATIF ET REGLEMENTAIRE
 LEGISLATIVE AND EXECUTORY AFFAIRS CARD INDEX SERVICE
 COPIE CERTIFIEE CONFORME
 CERTIFIED TRUE COPY

PROGRAMME			OBJECTIF	INDICATEUR	AE VOTÉ	AE MODIFIÉE	CP VOTÉ	CP MODIFIÉ
N°	CODE	LIBELLE						
75	014	PROMOTION DU TOURISME ET DES LOISIRS	Attirer les visiteurs internationaux et internes	Nombre de visiteurs internationaux	1 337 848	1 264 011	1 337 848	1 264 011
76	150	DIVERSIFICATION ET RENFORCEMENT DE L'OFFRE DU TOURISME ET DES LOISIRS	Accroître l'offre des produits et services touristiques et de loisirs	Valeur ajoutée créée par le secteur du tourisme et loisirs	3 062 318	3 038 758	3 062 318	3 038 758
77	151	GOUVERNANCE ET APPUI INSTITUTIONNEL DANS LE SOUS SECTEUR TOURISME ET LOISIRS	Améliorer la coordination des services et assurer la bonne mise en œuvre des programmes	Taux de réalisation des activités programmées et budgétisées	3 006 834	2 922 400	3 006 834	2 922 400
CHAPITRE : 25 - MINISTERE DES ENSEIGNEMENTS SECONDAIRES					461 208 000	477 898 000	461 208 000	477 898 000
78	105	RENFORCEMENT DE L'ACCES AUX ENSEIGNEMENTS SECONDAIRES	Accroître l'accès aux Enseignements Secondaires	Taux de transition du primaire au secondaire (donc celui des filles et des garçons)	99 307 900	99 307 900	99 307 900	99 307 900
79	106	AMELIORATION DE LA QUALITE DE L'EDUCATION ET DE LA VIE EN MILIEU SCOLAIRE DANS LE SOUS-SECTEUR DES ENSEIGNEMENTS SECONDAIRES	Améliorer la qualité des enseignements et des apprentissages dans le sous-secteur des Enseignements Secondaires	Taux d'achèvement des premiers et second cycle	243 995 000	243 995 000	243 995 000	243 995 000
80	107	GOUVERNANCE ET APPUI INSTITUTIONNEL DANS LE SOUS SECTEUR ENSEIGNEMENTS SECONDAIRES	Améliorer la gouvernance et la gestion optimale des ressources	Taux de réalisation des activités programmées au MINESEC	44 224 100	60 914 100	44 224 100	60 914 100
81	112	INTENSIFICATION DE LA PROFESSIONNALISATION ET OPTIMISATION DE LA FORMATION DANS LE SOUS SECTEUR DES ENSEIGNEMENTS SECONDAIRES	Accroître les compétences professionnelles des apprenants du secondaire technique et professionnel	Pourcentage des apprenants par sexe, dans les filières porteuses	73 681 000	73 681 000	73 681 000	73 681 000
CHAPITRE : 26 - MINISTERE DE LA JEUNESSE ET DE L'EDUCATION CIVIQUE					26 010 000	26 171 000	26 010 000	26 171 000
82	144	EDUCATION CIVIQUE ET VOLONTARIAT	Inculquer les valeurs civiques, morales et éthiques aux populations	1. Proportion de la population ayant acquis des comportements civiques 2. nombre de personnes formées aux valeurs citoyennes par les structures d'encadrement du MINJEC	6 894 637	6 894 637	6 894 637	6 894 637

PROGRAMME			OBJECTIF	INDICATEUR	AE VOTÉ	AE MODIFIÉE	CP VOTÉ	CP MODIFIÉ
N°	CODE	LIBELLE						
83	145	INSERTION SOCIO-ECONOMIQUE DES JEUNES	Accroître l'insertion économique des jeunes encadrés dans les structures du MINJEC	Taux d'insertion économique des jeunes formés dans les structures d'encadrement du MINJEC	10 094 500	9 994 500	10 094 500	9 994 500
84	146	INTEGRATION NATIONALE ET PARTICIPATION CITOYENNE	Renforcer les valeurs républicaines au sein des populations	1. Nombre de personnes formées sur les valeurs républicaines (vivre ensemble et participation au développement) 2. Proportion des populations ayant des compétences républicaines	3 456 754	3 256 754	3 456 754	3 256 754
85	147	GOUVERNANCE ET APPUI INSTITUTIONNEL AU MINISTERE DE LA JEUNESSE ET DE L'EDUCATION CIVIQUE	Améliorer la coordination des services et assurer la bonne mise en œuvre des programmes	Taux de réalisation des activités budgétisées au sein du Ministère de la Jeunesse et de l'Education Civique	5 564 109	6 025 109	5 564 109	6 025 109
CHAPITRE : 27 - MINISTRE DE LA DECENTRALISATION ET DU DEVELOPPEMENT LOCAL					51 047 000	50 217 300	51 047 000	50 217 300
86	098	GOUVERNANCE ET APPUI INSTITUTIONNEL DANS LE SOUS SECTEUR DECENTRALISATION ET DEVELOPPEMENT LOCAL	Assurer la mise en œuvre optimale des Programmes du MINDDEVEL	Taux de réalisation des activités budgétisées au MINDDEVEL	4 086 305	3 563 176	4 086 305	3 563 176
87	099	APPROFONDISSEMENT DU PROCESSUS DE DECENTRALISATION	Renforcer l'autonomie administrative et financière des CTD	Nombre de communes dont les ressources financières augmentent d'au moins 5% par an	3 025 695	2 932 624	3 025 695	2 932 624
88	100	PROMOTION DU DEVELOPPEMENT LOCAL	Promouvoir la contribution des CTD à la croissance économique et le développement local	Taux d'exécution physique des projets mis en œuvre par les CTD	43 935 000	43 721 500	43 935 000	43 721 500
CHAPITRE : 28 - MINISTERE DE L'ENVIRONNEMENT, DE LA PROTECTION DE LA NATURE ET DU DEVELOPPEMENT DURABLE					6 710 000	6 361 750	6 710 000	6 361 750
89	002	CHANGEMENTS CLIMATIQUES, DESERTIFICATION ET SECHERESSE	Réduire la vulnérabilité des activités de développement des populations aux effets néfastes des changements climatiques, de la désertification et la sécheresse	Niveau d'adaptation et de résilience des secteurs de développement aux changements climatiques	2 826 400	2 606 425	2 826 400	2 606 425
90	069	BIODIVERSITE	Assurer le suivi et la promotion de la conservation, de l'utilisation durable, de la restauration et de la valorisation de la Biodiversité	Evolution de l'état des écosystèmes, des espèces et des ressources génétiques de la Biodiversité	602 000	600 950	602 000	600 950
91	091	DEVELOPPEMENT DURABLE	Promouvoir la prise en compte du développement durable dans les programmes et projets au Cameroun	Nombre des programmes et projets de développement intégrant les questions environnementales dans leurs élaborations et	689 500	657 175	689 500	657 175

PROGRAMME			OBJECTIF	INDICATEUR	AE VOTÉ	AE MODIFIÉE	CP VOTÉ	CP MODIFIÉ
N°	CODE	LIBELLE						
				leurs mises en œuvre ;				
92	093	POLLUTIONS, NUISANCES ET SUBSTANCES CHIMIQUES NOCIVES ET/OU DANGEREUSES	Réduire les pollutions et nuisances environnementales	Quantité de déchets dangereux gérés de manière écologiquement rationnelle	990 500	934 175	990 500	934 175
93	094	GOUVERNANCE ET APPUI INSTITUTIONNEL DU SOUS-SECTEUR ENVIRONNEMENT, PROTECTION DE LA NATURE ET DEVELOPPEMENT DURABLE	Améliorer la coordination des services et assurer la bonne mise en œuvre des programmes techniques du sous - secteur Environnement, à la Protection de la nature et au Développement Durable	Taux de réalisation des activités budgétisées du MINEPDED	1 601 600	1 563 025	1 601 600	1 563 025
CHAPITRE : 29 - MINISTERE DES MINES, DE L'INDUSTRIE ET DU DEVELOPPEMENT TECHNOLOGIQUE					7 070 000	6 804 900	7 070 000	6 804 900
94	035	AMELIORATION DE LA CONNAISSANCE DU POTENTIEL GEOLOGIQUE ET VALORISATION DES RESSOURCES MINIERES	Développer le secteur des mines et carrières	1. Taux de connaissance du potentiel géologique 2. Proportion des réserves minérales exploitées	1 201 500	1 137 975	1 201 500	1 137 975
95	036	DEVELOPPEMENT ET DENSIFICATION DU TISSU INDUSTRIEL	Améliorer la contribution du secteur manufacturier à l'économie locale	Taux de transformation locale des matières premières	890 900	868 700	890 900	868 700
96	037	MODERNISATION DE L'INFRASTRUCTURE QUALITE	Contribuer à l'amélioration de la compétitivité technique de l'industrie locale	Indice de développement de l'infrastructure qualité	1 023 000	1 006 650	1 023 000	1 006 650
97	038	DEVELOPPEMENT DES TECHNOLOGIES ET VALORISATION DES ACTIFS DE LA PROPRIETE INDUSTRIELLE	Favoriser le développement des technologies et la valorisation des actifs de propriété industrielle	1. Proportion des technologies produites en série au courant de l'année 2. Nombre d'actifs de la propriété industrielle valorisés	883 000	872 950	883 000	872 950
98	039	GOUVERNANCE ET APPUI INSTITUTIONNEL DANS LE SOUS-SECTEUR MINES, INDUSTRIE ET DEVELOPPEMENT TECHNOLOGIQUE	Améliorer la coordination des services et assurer la bonne mise en œuvre des programmes au MINMIDT	Taux de réalisation des activités budgétisées au sein du MINMIDT	3 071 600	2 918 625	3 071 600	2 918 625
CHAPITRE : 30 - MINISTERE DE L'AGRICULTURE ET DU DEVELOPPEMENT RURAL					117 014 348	115 983 048	117 014 348	115 903 048
99	184	PRODUCTION ET PRODUCTIVITE DES FILIERES AGRICOLES	Accroître la production annuelle des principales filières végétales	Taux d'évolution de la production des principales filières agricoles	65 211 060	64 400 095	65 211 060	64 400 095

PROGRAMME			OBJECTIF	INDICATEUR	AE VOTÉ	AE MODIFIÉE	CP VOTÉ	CP MODIFIÉ
N°	CODE	LIBELLE						
100	185	GESTION DURABLE DES SYSTEMES DE PRODUCTION AGRICOLE ET SECURITE ALIMENTAIRE	Améliorer l'exploitation durable des terres arables et diminuer le taux d'insécurité alimentaire	Proportion des producteurs ayant adopté des mesures d'adaptation et d'atténuation au changement climatique	6 581 020	7 033 270	6 581 020	7 033 270
101	186	DEVELOPPEMENT DES INFRASTRUCTURES AGRICOLES, RURALES ET MECANISATION AGRICOLE	Améliorer l'accès aux infrastructures de production et équipements agricoles en milieu rural.	Proportion des communes dotées d'une nouvelle mini infrastructure rurale par an	26 760 348	26 756 290	26 760 348	26 756 290
102	187	GOVERNANCE ET APPUI INSTITUTIONNEL DANS LE SOUS SECTEUR AGRICULTURE ET DEVELOPPEMENT RURAL	Assurer la bonne mise en œuvre des programmes au Ministère de l'Agriculture et du Développement Rural	Taux de réalisation des activités budgétisées au sein du Ministère de l'Agriculture et du Développement Rural	18 461 920	17 793 392	18 461 920	17 713 392
CHAPITRE : 31 - MINISTERE DE L'ELEVAGE, DES PECHEES ET DES INDUSTRIES ANIMALES					51 327 860	51 055 635	51 327 860	51 055 635
103	053	DEVELOPPEMENT DES PRODUCTIONS ET DES INDUSTRIES ANIMALES	Assurer l'accroissement de la production des produits d'origine animale	Taux d'accroissement de la production en équivalent viande des produits et denrées d'origine animale	36 138 145	35 861 690	36 138 145	35 861 690
104	055	AMELIORATION DE LA COUVERTURE SANITAIRE DES CHEPTELS ET DE LA LUTTE CONTRE LES ZONOSSES	Protéger le cheptel des maladies animales et améliorer la qualité sanitaire des denrées alimentaires d'origines animale et halieutiques	Proportion des foyers des maladies (animales et zoonotiques) assainies par rapport au nombre de foyers notifiés et confirmés	4 606 617	4 513 752	4 606 617	4 513 752
105	057	DEVELOPPEMENT DES PRODUCTIONS HALIEUTIQUES	Assurer une production croissante et durable des produits halieutiques	Taux d'accroissement des quantités de produits halieutiques	4 273 757	4 234 907	4 273 757	4 234 907
106	059	GOVERNANCE ET APPUI INSTITUTIONNEL DANS LE SOUS SECTEUR ELEVAGE, PECHEES ET INDUSTRIES ANIMALES	Améliorer la coordination des services et assurer la bonne mise en œuvre des programmes au Ministère de l'Elevage, des Pêches et des Industries Animales (MINEPIA)	Taux de réalisation des activités budgétisées au sein du Ministère de l'Elevage, des Pêches et des Industries Animales (MINEPIA)	6 309 341	6 445 286	6 309 341	6 445 286
CHAPITRE : 32 - MINISTERE DE L'EAU ET DE L'ENERGIE					285 276 000	282 540 175	284 814 000	282 078 175
107	016	OFFRE D'ENERGIE	Produire l'énergie en quantité abondante pour améliorer le cadre de vie des populations, satisfaire l'industrialisation et devenir un pays exportateur de l'électricité	Puissance disponible (MW)	169 036 914	169 036 914	169 036 914	169 036 914
108	137	ACCES A L'ENERGIE	Accroître l'accès à l'énergie pour les ménages et les industries	Taux d'accès à l'électricité (%)	43 857 000	43 107 000	43 395 000	42 645 000

PROGRAMME			OBJECTIF	INDICATEUR	AE VOTÉ	AE MODIFIÉE	CP VOTÉ	CP MODIFIÉ
N°	CODE	LIBELLE						
109	138	ACCES A L'EAU POTABLE ET L'ASSAINISSEMENT LIQUIDE	Améliorer l'accès à l'eau potable et à l'assainissement liquide des ménages et des opérateurs économiques	Taux de desserte en eau (en %)	60 164 827	59 419 827	60 164 827	59 419 827
110	139	GOUVERNANCE ET APPUI INSTITUTIONNEL DANS LE SOUS-SECTEUR EAU ET ENERGIE	Améliorer la coordination des services et assurer la bonne mise en œuvre des programmes	Taux de réalisation des activités budgétisées	12 217 259	10 976 434	12 217 259	10 976 434
CHAPITRE : 33 - MINISTERE DES FORETS ET DE LA FAUNE					19 005 000	19 091 938	19 005 000	19 091 938
111	054	Aménagement et renouvellement de la ressource forestière	Assurer la gestion durable des forêts	1. Superficie des forêts aménagées 2. Ressources générées par la gestion durable des forêts	3 370 375	3 272 414	3 370 375	3 272 414
112	056	Sécurisation et valorisation des ressources fauniques et des Aires protégées	Assurer la gestion durable et la valorisation de la faune et des aires protégées	1. Nombre d'aires protégées sous aménagement 2. Ressources générées par la gestion de la faune et des aires protégées	4 038 807	3 944 480	4 038 807	3 944 480
113	058	Valorisation des ressources forestières ligneuses et non ligneuses	Optimiser l'utilisation des ressources ligneuses et non ligneuses.	1. Volume de bois débités légal mis sur le marché 2. Quantité de bois énergie et produits forestiers non ligneux légaux mis sur le marché 3. Nombre d'emplois direct des filières bois et des produits forestiers non ligneux	2 052 015	2 018 713	2 052 015	2 018 713
114	060	Gouvernance et appui institutionnel dans le sous-secteur forêts et faune	Accroître et améliorer les capacités institutionnelles, techniques et opérationnelles des acteurs au développement du sous-secteur	Taux de rendement dans la mise en œuvre des activités	9 543 803	9 856 332	9 543 803	9 856 332
CHAPITRE : 35 - MINISTERE DE L'EMPLOI ET DE LA FORMATION PROFESSIONNELLE					25 423 952	25 545 952	25 465 552	25 587 552
115	120	PROMOTION DE L'EMPLOI DÉCENT ET DE L'INSERTION PROFESSIONNELLE	Promouvoir l'emploi décent à travers l'élargissement et la valorisation des opportunités de création d'emploi dans l'économie provenant des initiatives de promotion de l'emploi mises en œuvre par le MINEFOP	Nombre d'emplois créés et recensés à travers les initiatives de promotion de l'emploi du MINEFOP	2 524 850	2 424 850	2 524 850	2 424 850

PROGRAMME			OBJECTIF	INDICATEUR	AE VOTÉ	AE MODIFIÉE	CP VOTÉ	CP MODIFIÉ
N°	CODE	LIBELLE						
116	121	DÉVELOPPEMENT DES COMPÉTENCES	Développer les compétences des personnes en quête de qualification professionnelle ou de recyclage en adéquation avec les besoins de l'économie	Nombre des sortants des CFP publics et privés disposant d'un titre professionnel délivré par le MINEFOP	15 101 452	15 473 452	14 971 252	15 343 252
117	122	GOUVERNANCE ET APPUI INSTITUTIONNEL DANS LE SOUS-SECTEUR DE L'EMPLOI ET DE LA FORMATION PROFESSIONNELLE	Améliorer la coordination des services et assurer la bonne mise en œuvre des programmes	Taux de réalisation des activités programmées et budgétisées	7 797 650	7 647 650	7 969 450	7 819 450
CHAPITRE : 36 - MINISTERE DES TRAVAUX PUBLICS					528 538 000	524 643 000	491 458 000	486 563 000
118	125	CONSTRUCTION DES ROUTES ET AUTRES INFRASTRUCTURES	Développer et moderniser les infrastructures routières et de franchissement	Densité du réseau routier bitumé pour 1000 habitants	341 603 577	339 144 627	306 353 577	303 894 627
119	126	REHABILITATION, MAINTENANCE ET ENTRETIEN DES ROUTES ET AUTRES INFRASTRUCTURES	Restaurer et Améliorer le réseau bitumé et en terre	Linéaire du réseau bitumé réhabilité	171 390 071	171 161 996	170 860 071	169 631 996
120	127	RÉALISATION DES ÉTUDES TECHNIQUES D'INFRASTRUCTURES	Améliorer la qualité des études en vue d'optimiser le coût et la qualité des travaux d'infrastructures	% des études réalisées dans les délais et respectant l'itinéraire technique	3 371 323	2 838 648	3 371 323	2 838 648
121	128	GOUVERNANCE ET APPUI INSTITUTIONNEL	Optimiser les prestations réalisées	Taux de réalisation des activités budgétaires	12 173 029	11 497 729	10 873 029	10 197 729
CHAPITRE : 37 - MINISTERE DES DOMAINES, DU CADASTRE ET DES AFFAIRES FONCIERES					18 468 000	18 452 800	18 468 000	18 452 800
122	026	MODERNISATION DU CADASTRE	Disposer d'un cadastre national numérique apte à répondre aux défis de gouvernance foncière moderne	Proportion de communes disposant d'un plan cadastral numérique	1 696 933	1 634 563	1 696 933	1 634 563
123	061	PROTECTION ET DEVELOPPEMENT DU PATRIMOINE DE L'ETAT	Améliorer la gestion du Patrimoine de l'Etat	Proportion de bâtiments administratifs réhabilités.	10 544 083	10 532 668	10 544 083	10 532 668
124	066	PROTECTION ET VALORISATION DES DOMAINES	Améliorer la gestion domaniale	Proportion d'hectares de terrain sécurisés et incorporés dans le domaine privé de l'Etat	924 511	917 394	924 511	917 394
125	068	OPTIMISATION DE LA GESTION DES AFFAIRES FONCIERES	Améliorer la gestion des affaires foncières	Délais moyen d'obtention d'un titre foncier à la conservation foncière.	1 009 075	999 025	1 009 075	999 025
126	075	GOUVERNANCE ET APPUI INSTITUTIONNEL DU SOUS-SECTEUR DOMAINE, CADASTRE ET AFFAIRES FONCIERES	Améliorer la coordination des services et assurer la bonne mise en œuvre des Programmes	Taux de réalisation des activités budgétisées au sein du MINDCAF	4 293 398	4 369 150	4 293 398	4 369 150
CHAPITRE : 38 - MINISTERE DE L'HABITAT ET DU DEVELOPPEMENT URBAIN					118 200 000	116 838 200	118 200 000	113 538 200
127	108	DEVELOPPEMENT DE L'HABITAT	Améliorer l'offre en logements décents.	Proportion de ménages vivant dans un habitat décent	31 023 423	30 957 123	31 023 423	28 857 123

PRESIDENCE DE LA REPUBLIQUE
 PRESIDENCY OF THE REPUBLIC
 SECRETARIAT GENERAL
 SERVICE DU FICHIER LEGISLATIF ET REGLEMENTAIRE
 LEGISLATIVE AND STATUTORY AFFAIRS CARD INDEX SERVICE
 COPIE CERTIFIEE CONFORME
 CERTIFIED TRUE COPY

PROGRAMME			OBJECTIF	INDICATEUR	AE VOTÉ	AE MODIFIÉE	CP VOTÉ	CP MODIFIÉ
N°	CODE	LIBELLE						
128	109	AMÉLIORATION DE L'ENVIRONNEMENT SOCIAL URBAIN	Doter le sous secteur urbain et les CTD d'outils ou instruments appropriés de gestion urbaine et promouvoir l'inclusion sociale en milieu urbain	Proportion de municipalités dont le pilotage s'appuie sur des outils appropriés de gouvernance urbaine	2 002 387	1 944 637	2 002 387	1 944 637
129	111	DÉVELOPPEMENT DES INFRASTRUCTURES DE TRANSPORT URBAIN ET DE MOBILITE DURABLE.	Améliorer les conditions de mobilité dans les villes.	Linéaire de voirie réalisée	77 206 550	76 427 810	77 206 550	75 227 810
130	113	GOUVERNANCE ET APPUI INSTITUTIONNEL DU SOUS-SECTEUR URBAIN.	Assurer la mise en œuvre optimale des programmes du MINHDU.	Taux de réalisation des activités budgétisées des programmes	7 967 640	7 508 630	7 967 640	7 508 630
CHAPITRE : 39 - MINISTÈRE DES PETITES ET MOYENNES ENTREPRISES, DE L'ECONOMIE SOCIALE ET DE L'ARTISANAT					10 261 000	9 907 922	10 261 000	9 907 922
131	043	PROMOTION DE L'ENTREPRENEURIAT	Accroître le nombre des Petites et Moyennes Entreprises, Unités de l'Economie et des artisans créés et viables.	1. Proportion des PME, unités et entreprises de l'économie sociale et artisans créées 2. Taux d'accroissement des PME, unités et entreprises de l'économie sociale et artisans accompagnés à la création	2 679 247	2 621 599	2 679 247	2 621 599
132	044	TRANSFORMATION ET MODERNISATION DES UNITES DE PRODUCTION	Accroître la production de Petites et Moyennes Entreprises, unités de l'Economie sociale et des artisans du secteur secondaire	1. Taux d'accroissement des PMEESA transformées et/ou modernisées 2. Proportion des PMEESA transformées et/ou modernisées	1 740 547	1 717 898	1 740 547	1 717 898
133	167	GOUVERNANCE ET APPUI INSTITUTIONNEL DU MINISTERE	Assurer la mise en œuvre optimale des Programmes du Ministère	Taux de réalisation des activités budgétisées au sein du ministère	5 841 206	5 568 425	5 841 206	5 568 425
CHAPITRE : 40 - MINISTÈRE DE LA SANTE PUBLIQUE					227 932 124	229 482 839	228 168 000	228 718 715
134	045	PREVENTION DE LA MALADIE	Porter la couverture vaccinale au RR1 de 74% à au moins 80%	Pourcentage de Moustiquaire Imprégnée d'insecticide à Longue Durée d'Action (MILDA) distribuées parmi celles planifiées	47 599 149	46 643 975	47 599 149	46 643 975
135	046	PROMOTION DE LA SANTE ET NUTRITION	Amener la population à adopter les comportements sains et favorables à la santé	1. Taux de malnutrition chronique chez les moins de 5 ans 2. Proportion des DS mettant en œuvre l'ATPC	3 051 557	2 946 254	3 051 557	2 946 254

PROGRAMME			OBJECTIF	INDICATEUR	AE VOTÉ	AE MODIFIÉE	CP VOTÉ	CP MODIFIÉ
N°	CODE	LIBELLE						
136	047	RENFORCEMENT DU SYSTEME DE SANTE	Accroître les capacités institutionnelles des structures sanitaires, à assurer un accès durable et équitable des populations aux soins et services de santé de qualité	1. Taux de personnes couvertes par un mécanisme de protection sociale en santé 2. Proportion des Districts disposant des structures sanitaires répondant aux besoins de la population en matière de santé.	67 510 356	67 059 189	67 746 232	66 295 065
137	048	PRISE EN CHARGE DES CAS	Faire passer le taux de mortalité en dessous de 70 pour 100 000 naissances	1. Taux de mortalité maternelle 2. Pourcentage des PVVIH mis sous traitement	53 314 565	51 715 530	53 314 565	51 715 530
138	049	GOUVERNANCE ET PILOTAGE STRATEGIQUE DU SYSTEME DE SANTE	Améliorer la coordination des services et assurer la bonne mise en œuvre des programmes au ministère	Taux de réalisation des activités budgétisées dans les programmes budgétaires	56 456 496	61 117 890	56 456 496	61 117 890
CHAPITRE : 41 - MINISTERE DU TRAVAIL ET DE LA SECURITE SOCIALE					6 939 000	7 025 000	6 939 000	7 025 000
139	017	PROMOTION DE LA SECURITE SOCIALE POUR TOUS	Améliorer la couverture de sécurité sociale au Cameroun	Proportion de la population active occupée couverte pour au moins trois (03) risques	812 000	812 000	812 000	812 000
140	018	PROMOTION DU TRAVAIL DECENT	Améliorer le dispositif de santé et de sécurité en milieu de travail	Proportion des travailleurs par sexe dont les entreprises appliquent les principes de travail décent	2 401 900	2 487 900	2 401 900	2 487 900
141	159	GOUVERNANCE ET APPUI INSTITUTIONNEL DU SOUS SECTEUR TRAVAIL ET SECURITE SOCIALE	Améliorer la Coordination des services et assurer la bonne mise en œuvre des programmes du Ministère du Travail et de la Sécurité	Taux de réalisation des activités budgétisées au sein du MINTSS	3 725 100	3 725 100	3 725 100	3 725 100
CHAPITRE : 42 - MINISTERE DES AFFAIRES SOCIALES					18 085 000	18 265 000	18 085 000	18 265 000
142	070	PROTECTION SOCIALE DE L'ENFANCE	Assurer une offre de service inclusive et adéquate aux enfants ayant besoin de protection sociale	Pourcentage des enfants, filles et garçons, bénéficiant des prestations sociales de qualité	2 714 350	2 714 350	2 714 350	2 714 350
143	071	PROTECTION SOCIALE DES GROUPES A VULNERABILITÉS SPECIFIQUES ET SOLIDARITÉ NATIONALE	Accroître l'offre des services de protection sociale aux groupes et communautés en fonction de leurs vulnérabilités spécifiques, en particulier dans les zones les plus défavorisées.	Taux d'accès des femmes et hommes socialement vulnérables aux services sociaux de base à l'initiative du MINAS	10 890 900	10 890 900	10 890 900	10 890 900
144	179	GOUVERNANCE ET APPUI INSTITUTIONNEL DANS LE SOUS-SECTEUR DES AFFAIRES SOCIALES	Assurer la mise en œuvre optimale des programmes du MINAS	Taux de réalisation des activités budgétisées au sein du MINAS	4 479 750	4 659 750	4 479 750	4 659 750

PROGRAMME			OBJECTIF	INDICATEUR	AE VOTÉ	AE MODIFIÉE	CP VOTÉ	CP MODIFIÉ
N°	CODE	LIBELLE						
CHAPITRE : 43 - MINISTERE DE LA PROMOTION DE LA FEMME ET DE LA FAMILLE					9 201 000	9 409 000	9 201 000	9 409 000
145	140	AUTONOMISATION ECONOMIQUE DES FEMMES	Renforcer le pouvoir économique des femmes	Taux d'activité des femmes	2 596 246	2 596 246	2 596 246	2 596 246
146	141	PROMOTION DU STATUT SOCIAL DE LA FEMME ET DU GENRE	Améliorer le statut et la situation de la femme	Nombre de femmes victimes de discriminations	1 498 200	1 706 200	1 498 200	1 706 200
147	142	DEVELOPPEMENT DE LA FAMILLE ET PROTECTION DES DROITS DE L'ENFANT	Renforcer le rôle social de la famille et la protection des droits de l'enfant.	Nombre d'enfants enregistrés à l'état civil avec l'accompagnement du MINPROFF	1 785 189	1 785 189	1 785 189	1 785 189
148	143	APPUJ INSTITUTIONNEL ET GOUVERNANCE	Renforcer la gouvernance et les capacités institutionnelles	Taux de réalisation des activités budgétisées	3 321 365	3 321 365	3 321 365	3 321 365
CHAPITRE : 45 - MINISTERE DES POSTES ET TELECOMMUNICATIONS					14 748 000	14 012 325	14 748 000	14 012 325
149	129	DENSIFICATION DU RESEAU ET AMELIORATION DE LA COUVERTURE POSTALE NATIONALE	Accroître l'accès au réseau postal national.	Proportion des points de contacts postaux ayant une connexion internet.	1 191 063	1 181 718	1 191 063	1 181 718
150	130	DEVELOPPEMENT DE L'ECOSYSTEME NATIONAL DU NUMERIQUE	Accroître l'accessibilité du numérique et promouvoir son usage.	Indice de Développement des TIC (IDI)	9 985 364	9 076 192	9 985 364	9 076 192
151	131	GOUVERNANCE ET APPUI INSTITUTIONNEL DU MINISTERE DES POSTES ET TELECOMMUNICATIONS	Assurer la mise en œuvre optimale des Programmes du Ministère	Taux de réalisation des activités budgétisées au sein du ministère	2 898 329	3 085 844	2 898 329	3 085 844
152	132	SECURISATION DE L'ECOSYSTEME NATIONAL DU NUMERIQUE	Garantir la sécurité du cyberspace national	Indice national de cyber sécurité	673 244	668 572	673 244	668 572
CHAPITRE : 46 - MINISTERE DES TRANSPORTS					92 127 000	88 255 950	92 127 000	88 255 950
153	153	DEVELOPPEMENT DES TRANSPORTS ROUTIERS, DE L'INTERMODALITE ET DE LA SECURITE ROUTIERE	Améliorer l'offre et les services des transports routiers	Taux de réduction du nombre d'accident.	3 413 000	3 411 575	3 413 000	3 411 575
154	154	DEVELOPPEMENT DU TRANSPORT AERIEN ET REGULATION DE L'AVIATION CIVILE	Améliorer l'offre de service aérien, la sécurité et la sûreté de l'aviation civile	Taux d'évolution du trafic fret	487 000	618 450	487 000	618 450
155	155	DEVELOPPEMENT DU TRANSPORT MARITIME, FLUVIAL, LACUSTRE ET DES ACTIVITES PORTUAIRES	Accroître l'offre des services des transports maritimes, fluviaux, lacustres et des activités portuaires	Délais de passage portuaire	75 836 000	72 038 925	75 836 000	72 038 925
156	156	DEVELOPPEMENT DU TRANSPORT FERROVIAIRE	Améliorer l'offre et les services du transport ferroviaire.	Taux d'évolution du trafic fret	8 420 000	8 418 575	8 420 000	8 418 575
157	157	DEVELOPPEMENT ET MODERNISATION DES SYSTEMES DE COLLECTE, DE PRODUCTION ET DE VULGARISATION DES INFORMATIONS METEOROLOGIQUES	Améliorer la production et la vulgarisation des informations météorologiques	Taux de production des bulletins météorologiques	530 100	522 450	530 100	522 450
158	158	GOUVERNANCE ET APPUI INSTITUTIONNEL AU SOUS-SECTEUR DES TRANSPORTS	Assurer la bonne mise en œuvre des programmes du MINT	Taux d'exécution du plan d'action du MINT	3 440 900	3 245 975	3 440 900	3 245 975

PROGRAMME			OBJECTIF	INDICATEUR	AE VOTÉ	AE MODIFIÉE	CP VOTÉ	CP MODIFIÉ
N°	CODE	LIBELLE						
CHAPITRE : 48 - COMITE NATIONAL DE DESARMEMENT, DE DEMOBILISATION ET DE REINTEGRATION					3 767 000	3 767 000	3 767 000	3 767 000
159	082	DESARMEMENT DES COMBATTANTS ET DEMOBILISATION	Accroître la reddition des combattants du Boko-Haram et des groupes armés des régions du Nord-Ouest et du Sud-Ouest	Nombre de combattants ayant déposé volontairement les armes intégrés chaque année dans les centres régionaux	642 500	642 500	642 500	642 500
160	083	REINTEGRATION DES EX-COMBATTANTS	Améliorer la conversion holistique (sociale, économique, culturelle, religieuse, etc.) et la réinsertion des ex-combattants	Nombre d'ex-combattants autonomisés	513 500	513 500	513 500	513 500
161	180	GOUVERNANCE ET APPUI INSTITUTIONNEL DU CNDDR	Assurer la mise en œuvre optimale des programmes du CNDDR	Taux de réalisation des activités budgétisées au sein du CNDDR	2 611 000	2 611 000	2 611 000	2 611 000
CHAPITRE : 49 - CONSEIL CONSTITUTIONNEL					3 944 000	3 944 000	3 944 000	3 944 000
162	074	GOUVERNANCE ET APPUI INSTITUTIONNEL DU CONSEIL CONSTITUTIONNEL	Assurer l'opérationnalisation et la coordination des services du Conseil Constitutionnel	Taux de réalisation des activités budgétisées au sein du CCC	3 944 000	3 944 000	3 944 000	3 944 000
CHAPITRE : 50 - MINISTERE DE LA FONCTION PUBLIQUE ET DE LA REFORME ADMINISTRATIVE					10 915 000	10 911 400	13 715 000	13 711 400
163	040	AMELIORATION DE LA GESTION DES RESSOURCES HUMAINES DE L'ETAT	Optimiser la gestion des ressources humaines de l'Etat	1. Pourcentage d'utilisation des outils de gestion des ressources humaines de l'Etat (SIGIPES, fiches de poste, plan de recrutement, plan de formation, fichier assaini, texte organique, cadre organique, référentiel des compétences, cartographie des postes de travail) 2. Proportion des personnels de l'Etat dont la carrière est à jour	3 184 772	3 047 817	5 984 772	5 847 817
164	041	MODERNISATION DES SERVICES PUBLICS	Contribuer à accroître la performance des services publics	Proportion d'Administrations dotées et utilisant les outils et projets de réformes	1 872 683	2 366 958	1 872 683	2 366 958
165	042	GOUVERNANCE ET APPUI INSTITUTIONNEL AU MINFOPRA	Assurer la mise en œuvre optimale des programmes du MINFOPRA	Taux de réalisation des activités budgétisées au MINFOPRA	5 857 545	5 496 625	5 857 545	5 496 625
CHAPITRE : 51 - ELECTIONS CAMEROON					12 183 000	12 183 000	12 183 000	12 183 000
166	183	GOUVERNANCE ET APPUI INSTITUTIONNEL DE ELECAM	Assurer la mise en œuvre optimale des programmes opérationnels	Taux de réalisation des activités budgétisées au sein de Elections Cameroon	12 183 000	12 183 000	12 183 000	12 183 000
CHAPITRE : 52 - COMMISSION DES DROITS DE L'HOMME DU CAMEROUN					3 946 000	3 946 000	3 946 000	3 946 000
167	084	PROMOTION DES DROITS DE L'HOMME	Renforcer la culture des Droits de l'homme au	Nombre de sollicitations adressées à la CDHC	450 000	450 000	450 000	450 000

PROGRAMME			OBJECTIF	INDICATEUR	AE VOTÉ	AE MODIFIÉE	CP VOTÉ	CP MODIFIÉ
N°	CODE	LIBELLE						
			Cameroun et réduire les violations					
168	085	PROTECTION DES DROITS DE L'HOMME	Lutter contre l'impunité et favoriser l'accès des victimes à une réparation	Nombre d'allégations de violation des Droits de l'homme adressées à la CDHC et proportion de celles qui ont effectivement été traitées (élucidées ou classées)	310 000	310 000	310 000	310 000
169	086	PRÉVENTION DE LA TORTURE	Éradiquer le recours à la torture et autres peines ou traitements cruels, inhumains et dégradants dans les lieux de privation de liberté au Cameroun	Nombre de visites effectuées dans les lieux de privation de liberté par le Mécanisme National de Prévention de la torture	251 000	251 000	251 000	251 000
170	190	GOUVERNANCE ET APPUI INSTITUTIONNEL	Assurer la mise en œuvre optimale des programmes	Taux de réalisation des activités budgétisées	2 935 000	2 935 000	2 935 000	2 935 000
CHAPITRE : 53 - SENAT					16 162 000	16 162 000	16 162 000	16 162 000
171	178	GOUVERNANCE ET APPUI INSTITUTIONNEL DES SERVICES DU SENAT	Assurer la mise en œuvre optimale des Programmes du SENAT	Taux de réalisation des activités budgétisées au sein du SENAT	16 162 000	16 162 000	16 162 000	16 162 000
CHAPITRE : 54 - COMMISSION NATIONALE POUR LA PROMOTION DU BILINGUISME ET DU MULTICULTURALISME					3 180 000	3 058 200	3 180 000	3 058 200
172	078	PROMOTION, SUIVI ET EVALUATION DE LA POLITIQUE NATIONALE DES LANGUES OFFICIELLES	Améliorer la pratique des deux langues officielles dans les entités publiques	Taux de pratique des langues officielles dans les entités publiques	98 000	98 000	98 000	98 000
173	181	GOUVERNANCE ET APPUI INSTITUTIONNEL DE LA CNPBM	Assurer la mise en œuvre optimale des Programmes de la CNPBM	Taux de réalisation des activités budgétisées au sein de la CNPBM	3 082 000	2 960 200	3 082 000	2 960 200
CHAPITRE : 55 - PENSIONS					259 296 000	259 296 000	259 296 000	259 296 000
174	200	PENSIONS	Assurer le paiement des allocations de retraite	Taux de paiement	259 296 000	259 296 000	259 296 000	259 296 000
CHAPITRE : 56 - DETTE PUBLIQUE EXTERIEURE					898 000 000	898 000 000	898 000 000	898 000 000
175	199	REMBOURSEMENT DE LA DETTE PUBLIQUE EXTERIEURE	Honorer les engagements de l'Etat vis-à-vis des bailleurs	Taux de paiement	898 000 000	898 000 000	898 000 000	898 000 000
CHAPITRE : 57 - DETTE PUBLIQUE INTERIEURE					840 637 000	1 148 837 000	840 637 000	1 148 837 000
176	203	REMBOURSEMENT DE LA DETTE PUBLIQUE INTERIEURE	Honorer les engagements de l'Etat vis-à-vis des résidents	Taux de paiement	840 637 000	1 148 837 000	840 637 000	1 148 837 000
CHAPITRE : 60 - SUBVENTIONS ET CONTRIBUTIONS					520 480 000	660 280 000	520 480 000	660 280 000
177	202	SUBVENTIONS ET CONTRIBUTIONS	Contribuer au bon fonctionnement des organismes et établissements publics	Taux de réalisation des contributions attendu	520 480 000	660 280 000	520 480 000	660 280 000
CHAPITRE : 65 - DEPENSES COMMUNES					348 129 995	261 972 235	348 129 995	261 972 235

PRESIDENCE DE LA REPUBLIQUE
 PRESIDENCY OF THE REPUBLIC
 SECRETARIAT GENERAL
 SERVICE DU FICHIER LEGISLATIF ET REGLEMENTAIRE
 LEGISLATIVE AND REGULATORY AFFAIRS CARD INDEX SERVICE
 COPIE CERTIFIEE CONFORME
 CERTIFIED TRUE COPY

PROGRAMME			OBJECTIF	INDICATEUR	AE VOTÉ	AE MODIFIÉE	CP VOTÉ	CP MODIFIÉ
N°	CODE	LIBELLE						
178	201	DEPENSES COMMUNES DE FONCTIONNEMENT	Couvrir les charges non réparties de l'Etat en fonctionnement	Taux de couverture des charges non réparties en fonctionnement	348 129 995	261 972 235	348 129 995	261 972 235
CHAPITRE : 92 - PARTICIPATIONS					10 000 000	8 500 000	10 000 000	8 500 000
179	198	PARTICIPATION DE L'ETAT DANS LES ENTREPRISES PARAPUBLIQUES ET PRIVEES	Couvrir les prises de participation de l'Etat	Taux de couverture des participations attendues de l'Etat	10 000 000	8 500 000	10 000 000	8 500 000
CHAPITRE : 93 - REHABILITATION/RESTRUCTURATION					10 000 000	5 000 000	10 000 000	5 000 000
180	196	REHABILITATION ET RESTRUCTURATION DES ENTREPRISES PUBLIQUES	Assurer la réhabilitation et la restructuration des sociétés de l'Etat	Proportion d'entreprises restructurées ou réhabilitées	10 000 000	5 000 000	10 000 000	5 000 000
CHAPITRE : 94 - INTERVENTIONS EN INVESTISSEMENTS					88 190 855	88 190 855	88 190 855	88 190 855
181	195	INTERVENTIONS EN INVESTISSEMENT	Assurer la disponibilité des fonds de contrepartie et couvrir les autres charges non réparties de l'Etat en investissement	Taux de couverture des charges non réparties en investissement	88 190 855	88 190 855	88 190 855	88 190 855
CHAPITRE : 95 - REPORT					7 000 000	7 000 000	7 000 000	7 000 000
182	197	PRISE EN CHARGE DES REPORTS DE CREDITS	Gérer efficacement les crédits reportés	Taux de couverture des reports	7 000 000	7 000 000	7 000 000	7 000 000
TOTAL 2023					6 311 023 855	6 684 573 855	6 274 800 000	6 642 500 000

ARTICLE SOIXANTE-DIX-SEPTIÈME (nouveau). Les dépenses et les charges du budget général sont ventilées par chapitre et par nature de dépenses ainsi qu'il suit :

(En millions FCFA)

CHAPITRE	BF			BIP			TOTAL		
	BUDGET VOTE	AJUSTEMENT	BUDGET MODIFIE	BUDGET VOTE	AJUSTEMENT	BUDGET MODIFIE	BUDGET VOTE	AJUSTEMENT	BUDGET MODIFIE
01	42 760	-897	41 863	8 500	0	8 500	51 260	-897	50 363
02	6 861	-693	6 168	1 100	0	1 100	7 961	-693	7 268
03	18 482	0	18 482	11 140	0	11 140	29 622	0	29 622
04	13 951	-191	13 760	6 000	0	6 000	19 951	-191	19 760
05	1 391		1 391	500		500	1 891	0	1 891
06	35 095	-145	34 950	3 700	0	3 700	38 795	-145	38 650
07	37 941	-277	37 664	2 500	0	2 500	40 441	-277	40 164
08	60 415	1 177	61 592	5 500	-450	5 050	65 915	727	66 642
09	2 920	2	2 922	2 200		2 200	5 120	2	5 122
10	13 128	-262	12 866	1 000	-30	970	14 128	-292	13 836
11	4 285	-134	4 151	1 700	0	1 700	5 985	-134	5 851

PRESIDENCE DE LA REPUBLIQUE
 PRESIDENCY OF THE REPUBLIC
 SECRETARIAT GENERAL
 SERVICE DU FICHIER LEGISLATIF ET REGLEMENTAIRE
 LEGISLATIVE AND STATUTORY AFFAIRS CARD INDEX SERVICE
 COPIE CERTIFIEE CONFORME
 CERTIFIED TRUE COPY

(En millions FCFA)

CHAPITRE	BF			BIP			TOTAL			
	BUDGET VOTE	AJUSTEMENT	BUDGET MODIFIE	BUDGET VOTE	AJUSTEMENT	BUDGET MODIFIE	BUDGET VOTE	AJUSTEMENT	BUDGET MODIFIE	
12	DELEGATION GENERALE A LA SURETE NATIONALE	92 667	3 171	95 838	7 900	0	7 900	100 567	3 171	103 738
13	MINISTERE DE LA DEFENSE	269 441	8 182	277 623	7 500	0	7 500	276 941	8 182	285 123
14	MINISTERE DES ARTS ET DE LA CULTURE	4 605	-133	4 472	950	0	950	5 555	-133	5 422
15	MINISTERE DE L'EDUCATION DE BASE	234 660	6 972	241 632	19 572		19 572	254 232	6 972	261 204
16	MINISTERE DES SPORTS ET DE L'EDUCATION PHYSIQUE	22 344	161	22 505	1 300	0	1 300	23 644	161	23 805
17	MINISTERE DE LA COMMUNICATION	4 263	67	4 330	550		550	4 813	67	4 880
18	MINISTERE DE L'ENSEIGNEMENT SUPERIEUR	63 465	1 998	65 463	10 000	-521	9 479	73 465	1 477	74 942
19	MINISTERE DE LA RECHERCHE SCIENTIFIQUE ET DE L'INNOVATION	11 108	409	11 517	1 700	-50	1 650	12 808	359	13 167
20	MINISTERE DES FINANCES	60 787	-1 467	59 320	5 081	-570	4 511	65 868	-2 037	63 831
21	MINISTERE DU COMMERCE	7 210	-58	7 152	1 030	0	1 030	8 240	-58	8 182
22	MINISTERE DE L'ECONOMIE, DE LA PLANIFICATION ET DE L'AMENAGEMENT DU TERRITOIRE	27 173	-939	26 234	37 060	-650	36 410	64 233	-1 589	62 644
23	MINISTERE DU TOURISME ET DES LOISIRS	4 207	-182	4 025	3 200	0	3 200	7 407	-182	7 225
25	MINISTERE DES ENSEIGNEMENTS SECONDAIRES	451 784	16 815	468 599	9 424	-125	9 299	461 208	16 690	477 898
26	MINISTERE DE LA JEUNESSE ET DE L'EDUCATION CIVIQUE	17 780	461	18 241	8 230	-300	7 930	26 010	161	26 171
27	MINISTERE DE LA DECENTRALISATION ET DU DEVELOPPEMENT LOCAL	7 569	-450	7 119	43 478	-380	43 098	51 047	-830	50 217
28	MINISTERE DE L'ENVIRONNEMENT, DE LA PROTECTION DE LA NATURE ET DU DEVELOPPEMENT DURABLE	5 340	-348	4 992	1 370	0	1 370	6 710	-348	6 362
29	MINISTERE DES MINES, DE L'INDUSTRIE ET DU DEVELOPPEMENT TECHNOLOGIQUE	6 070	-265	5 805	1 000	0	1 000	7 070	-265	6 805
30	MINISTERE DE L'AGRICULTURE ET DU DEVELOPPEMENT RURAL	67 138	-381	66 757	49 876	-730	49 146	117 014	-1 111	115 903
31	MINISTERE DE L'ELEVAGE, DES PECHEES ET DES INDUSTRIES ANIMALES	20 983	-72	20 911	30 345	-200	30 145	51 328	-272	51 056
32	MINISTERE DE L'EAU ET DE L'ENERGIE	8 644	-136	8 508	276 170	-2 600	273 570	284 814	-2 736	282 078
33	MINISTERE DES FORETS ET DE LA FAUNE	12 025	87	12 112	6 980	0	6 980	19 005	87	19 092
35	MINISTERE DE L'EMPLOI ET DE LA FORMATION PROFESSIONNELLE	19 967	372	20 339	5 499	-250	5 249	25 466	122	25 588
36	MINISTERE DES TRAVAUX PUBLICS	58 958	-795	58 163	432 500	-4 100	428 400	491 458	-4 895	486 563
37	MINISTERE DES DOMAINES, DU CADASTRE ET DES AFFAIRES FONCIERES	17 768	-15	17 753	700	0	700	18 468	-15	18 453
38	MINISTERE DE L'HABITAT ET DU DEVELOPPEMENT URBAIN	14 120	-612	13 508	104 080	-4 050	100 030	118 200	-4 662	113 538

(En millions FCFA)

CHAPITRE	BF			BIP			TOTAL			
	BUDGET VOTE	AJUSTEMENT	BUDGET MODIFIE	BUDGET VOTE	AJUSTEMENT	BUDGET MODIFIE	BUDGET VOTE	AJUSTEMENT	BUDGET MODIFIE	
39	MINISTERE DES PETITES ET MOYENNES ENTREPRISES, DE L'ECONOMIE SOCIALE ET DE L'ARTISANAT	7 611	-353	7 258	2 650	0	2 650	10 261	-353	9 908
40	MINISTERE DE LA SANTE PUBLIQUE	182 968	1 751	184 719	45 200	-1 200	44 000	228 168	551	228 719
41	MINISTERE DU TRAVAIL ET DE LA SECURITE SOCIALE	6 339	86	6 425	600		600	6 939	86	7 025
42	MINISTERE DES AFFAIRES SOCIALES	9 425	180	9 605	8 660		8 660	18 085	180	18 265
43	MINISTERE DE LA PROMOTION DE LA FEMME ET DE LA FAMILLE	7 971	208	8 179	1 230		1 230	9 201	208	9 409
45	MINISTERE DES POSTES ET TELECOMMUNICATIONS	5 328	164	5 492	9 420	-900	8 520	14 748	-736	14 012
46	MINISTERE DES TRANSPORTS	6 113	-77	6 036	86 014	-3 794	82 220	92 127	-3 871	88 256
48	COMITE NATIONAL DE DESARMEMENT, DE DEMOBILISATION ET DE REINTEGRATION	2 467		2 467	1 300		1 300	3 767	0	3 767
49	CONSEIL CONSTITUTIONNEL	3 444		3 444	500		500	3 944	0	3 944
50	MINISTERE DE LA FONCTION PUBLIQUE ET DE LA REFORME ADMINISTRATIVE	9 315	96	9 411	4 400	-100	4 300	13 715	-4	13 711
51	ELECTIONS CAMEROON	11 583		11 583	600		600	12 183	0	12 183
52	COMMISSION DES DROITS DE L'HOMME DU CAMEROUN	2 996		2 996	950		950	3 946	0	3 946
53	SENAT	11 962		11 962	4 200		4 200	16 162	0	16 162
54	COMMISSION NATIONALE POUR LA PROMOTION DU BILINGUISME ET DU MULTICULTURALISME	2 680	-122	2 558	500	0	500	3 180	-122	3 058
95	REPORT	4 000		4 000	3 000		3 000	7 000	0	7 000
CHAPITRES ORGANISMES		2 021 507	33 358	2 054 865	1 278 559	-21 000	1 257 559	3 300 066	12 358	3 312 424
55	PENSIONS	259 296	0	259 296	0	0	0	259 296	0	259 296
60	SUBVENTIONS ET CONTRIBUTIONS	520 480	139 800	660 280	0	0	0	520 480	139 800	660 280
65	DEPENSES COMMUNES	348 130	-86 158	261 972	0	0	0	348 130	-86 158	261 972
CHAPITRES COMMUNS		1 127 906	53 642	1 181 548	0	0	0	1 127 906	53 642	1 181 548
TOTAL DEPENSES COURANTES (A)		3 149 413	87 000	3 236 413	1 278 559	-21 000	1 257 559	4 427 972	66 000	4 493 972

56	DETTE PUBLIQUE EXTERIEURE	898 000	0	898 000	0	0	0	898 000	0	898 000
57	DETTE PUBLIQUE INTERIEURE	840 637	308 200	1 148 837	0	0	0	840 637	308 200	1 148 837
TOTAL SERVICES DE LA DETTE (B)		1 738 637	308 200	2 046 837	0	0	0	1 738 637	308 200	2 046 837
92	PARTICIPATIONS	0	0	0	10 000	-1 500	8 500	10 000	-1 500	8 500
93	REHABILITATION/RESTRUCTURATION	0	0	0	10 000	-5 000	5 000	10 000	-5 000	5 000
94	INTERVENTIONS EN INVESTISSEMENTS		0	0	88 191		88 191	88 191	0	88 191

PRESIDENCE DE LA REPUBLIQUE
 PRESIDENCY OF THE REPUBLIC
 SECRETARIAT GENERAL
 SERVICE DU FICHER LEGISLATIF ET REGLEMENTAIRE
 LEGISLATIVE AND STATUTORY AFFAIRS CARD INDEX SERVICE
 COPIE CERTIFIEE CONFORME
 CERTIFIED TRUE COPY

(En millions FCFA)

CHAPITRE	BF			BIP			TOTAL		
	BUDGET VOTE	AJUSTEMENT	BUDGET MODIFIE	BUDGET VOTE	AJUSTEMENT	BUDGET MODIFIE	BUDGET VOTE	AJUSTEMENT	BUDGET MODIFIE
TOTAL DEPENSES EN CAPITAL (C)	0	0	0	108 191	-6 500	101 691	108 191	-6 500	101 691
TOTAL GENERAL DES DEPENSES DE L'ETAT (A+B+C)	4 888 050	395 200	5 283 250	1 386 750	-27 500	1 359 250	6 274 800	367 700	6 642 500

CHAPITRE DEUXIÈME CRÉDITS DES COMPTES SPÉCIAUX

ARTICLE SOIXANTE-DIX-HUITIÈME (nouveau).- Les montants des autorisations d'engagement et des crédits de paiement des Comptes d'Affectation Spéciale ouverts sur les programmes sont fixés comme suit :

(Unité: milliers FCFA)

CODE	PROGRAMMES LIBELLE PROGRAMME	AE VOTÉE	AE VOTÉE	CP VOTÉ	CP VOTÉ
FONDS DE DEVELOPPEMENT DU SECTEUR DE L'ELECTRICITE		15 000 000	15 000 000	15 000 000	15 000 000
016	OFFRE D'ENERGIE	1 100 000	1 100 000	1 100 000	1 100 000
137	ACCES A L'ENERGIE	13 900 000	13 900 000	13 900 000	13 900 000
DEVELOPPEMENT DU SECTEUR POSTAL		900 000	900 000	900 000	900 000
129	DENSIFICATION DU RESEAU ET AMELIORATION DE LA COUVERTURE POSTALE NATIONALE	900 000	900 000	900 000	900 000
FONDS SPECIAL POUR LA SECURITE ELECTRONIQUE		1 000 000	1 000 000	1 000 000	1 000 000
132	SECURISATION DE L'ECOSYSTEME NATIONAL DU NUMERIQUE	1 000 000	1 000 000	1 000 000	1 000 000
FONDS SPECIAL DEVELOPPEMENT DES TELECOMMUNICATIONS		25 000 000	25 000 000	25 000 000	25 000 000
130	DEVELOPPEMENT DE L'ECOSYSTEME NATIONAL DU NUMERIQUE	25 000 000	25 000 000	25 000 000	25 000 000
SOUTIEN DE LA POLITIQUE CULTURELLE		500 000	500 000	500 000	500 000
148	CONSERVATION DE LA CULTURE ET DE L'ART CAMEROUNAIS	185 500	185 500	185 500	185 500
149	DEVELOPPEMENT ET VALORISATION DE LA PRODUCTION DES BIENS ET SERVICES CULTURELS	314 500	314 500	314 500	314 500
FINANCEMENT DES PROJETS DE DEVELOPPEMENT DURABLE EN MATIERE D'EAU ET ASSAINISSEMENT		900 000	900 000	900 000	900 000
138	ACCES A L'EAU POTABLE ET L'ASSAINISSEMENT LIQUIDE	900 000	900 000	900 000	900 000
FONDS NATIONAL DE L'ENVIRONNEMENT ET DU DEVELOPPEMENT DURABLE		2 000 000	2 000 000	2 000 000	2 000 000
002	CHANGEMENTS CLIMATIQUES, DESERTIFICATION ET SECHERESSE	705 000	705 000	705 000	705 000

(Unité: milliers FCFA)

PROGRAMMES		AE	AE	CP	CP
CODE	LIBELLE PROGRAMME	VOTÉE	VOTÉE	VOTÉ	VOTÉ
091	DEVELOPPEMENT DURABLE	1 295 000	1 295 000	1 295 000	1 295 000
DEVELOPPEMENT FORESTIER		2 500 000	2 500 000	2 500 000	2 500 000
054	AMENAGEMENT ET RENOUVELLEMENT DE LA RESSOURCE FORESTIERE	1 800 000	1 800 000	1 800 000	1 800 000
058	VALORISATION DES RESSOURCES FORESTIERES LIGNEUSES ET NON LIGNEUSES	700 000	700 000	700 000	700 000
FONDS SPECIAL DE PROTECTION DE LA FAUNE		500 000	500 000	500 000	500 000
056	SECURISATION ET VALORISATION DES RESSOURCES FAUNIQVES ET DES AIRES PROTEGEES	500 000	500 000	500 000	500 000
PRODUCTION DES DOCUMENTS SECURISES DE TRANSPORT		6 000 000	6 000 000	6 000 000	6 000 000
153	DEVELOPPEMENT DES TRANSPORTS ROUTIERS, DE L'INTERMODALITE ET DE LA SECURITE ROUTIERE	2 942 400	2 942 400	2 942 400	2 942 400
155	DEVELOPPEMENT DU TRANSPORT MARITIME, FLUVIAL, LACUSTRE ET DES ACTIVITES PORTUAIRES	3 057 600	3 057 600	3 057 600	3 057 600
SOUTIEN ET DEVELOPPEMENT DES ACTIVITES DE TOURISME ET DE LOISIRS		1 000 000	1 000 000	1 000 000	1 000 000
014	PROMOTION DU TOURISME ET DES LOISIRS	1 000 000	1 000 000	1 000 000	1 000 000
FONDS SPECIAL POUR LE FIANCEMENT DE LA RECONSTRUCTION ET LE DEVELOPPEMENT DES REGIONS DE L'EXTREME-NORD, DU NORD-OUEST ET SUD-OUEST		15 000 000	29 131 000	15 000 000	29 131 000
800	RECONSTRUCTION ET DEVELOPPEMENT DES REGIONS DE L'EXTREME NORD, NORD-OUEST ET SUD-OUEST	15 000 000	29 131 000	15 000 000	29 131 000
TOTAL DES DEPENSES DES CAS		70 300 000	84 431 000	70 300 000	84 431 000

Le reste sans changement.

ARTICLE 2.- La présente ordonnance sera enregistrée, publiée suivant la procédure d'urgence, puis insérée au Journal Officiel en français et en anglais. /-



YAOUNDE, LE 02 JUIN 2023

LE PRESIDENT DE LA REPUBLIQUE,

